

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
[www.choisyleroi.fr](http://www.choisyleroi.fr)  
☎ 01.48.92.44.44

## ***Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du Vendredi 7 mars 2025***

Le sept mars deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures quinze, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le vendredi 28 février 2025, s'est réuni Salle du Conseil Municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

### **Étaient présent.e.s :**

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme FONTAINE Sabrina, Mme GAULIER Danièle, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, CHASSAY Laurent, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

### **Étaient représenté.e.s :**

M. ID ELOUALI Ali	mandat à Mme HACHE Bénédicte (à compter de la délibération 25009)
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. COELHO Vasco
M. SAYADI Walid	mandat à M. GARROUT Karim
M. THIAM Moustapha	mandat à Mme BENKAHLA Malika
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
Mme FADLI Hafida	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
M. OMRANE Alain	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme BEZACE Mathilde	mandat à M. CHIRRANE El Arbi,
M. DESROCHES Damien	mandat à BOURVEN Julien
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
M. BALIAS Thierry	mandat à M. ESSONE MENGE

### **Étaient absentes :**

Mme DOS REIS Sabrina  
Mme BOUGUEROUA Hamida

**Secrétaire de séance :** Hancès SASU

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal du 18 décembre 2024 .....	4
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>5</b>
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal .....	5
→ Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes - année 2024 .....	7
→ Mandat au Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) petite couronne pour l'engagement d'une consultation en vue de la conclusion d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires .....	12
<b>FINANCES.....</b>	<b>14</b>
→ Rapport d'Orientation Budgétaire année 2025.....	14
<b>URBANISME .....</b>	<b>32</b>
→ Approbation de l'étude Zéro Artificialisation Nette (ZAN).....	32
→ Approbation arrêt du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) .....	34
<b>TRANSITION ECOLOGIQUE .....</b>	<b>40</b>
→ Approbation de la convention partenariale avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) - Agence de l'énergie .....	40
→ Concours des jardins familiaux : attribution des prix pour les lauréats et règlement du concours municipal .....	41
→ Approbation de l'avenant n°1 à la convention pour l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques.....	42
<b>CONSERVATOIRE .....</b>	<b>44</b>
→ Approbation de la convention de partenariat avec les hôpitaux Paris Est Val-de-Marne pour l'organisation d'ateliers culturels et thérapeutiques à destination d'un groupe de patients .....	44
→ Modification du règlement intérieur du conservatoire d'arts plastiques, danse, musique et théâtre .....	45
<b>POPULATION.....</b>	<b>45</b>
→ Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne 2023 (SIFUREP).....	45
<b>POLITIQUE DE LA VILLE .....</b>	<b>48</b>

→ Approbation de la charte locale d'insertion relative au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de Choisy-le-Roi .....	48
<b>DGST .....</b>	<b>49</b>
→ Approbation de la convention de délégation de compétence pour l'organisation du service de transport local « Choisybus » avec Ile de France Mobilités .....	49
→ Approbation de l'avenant n°14 relatif à la convention d'exploitation du service urbain « Choisybus » avec la RATP.....	51
→ Délégation de Service Public pour la gestion des parkings.....	52
<b>HABITAT .....</b>	<b>57</b>
→ Approbation du protocole d'intervention entre l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, la commune de Choisy-le-Roi et la Société Foncière et Immobilière d'Action Logement et de l'Établissement Public Foncier d'Ile de France (SIFAE) afin de lutter contre la dégradation du tissu pavillonnaire .....	57
<b>ADMINSITRATION GENERALE.....</b>	<b>60</b>
→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales .....	60

*La séance est ouverte à 19 h 15 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire** : Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons comme à notre habitude à désigner un secrétaire de séance, je vous propose Madame Hancès Sasu, qui est ravie.

(Mme Hancès Sasu est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

**M. le Maire** : J'ai deux informations à vous donner avant de commencer l'ordre du jour proprement dit. Je vais porter à votre connaissance la démission de Monsieur Matthias Fondeneige, qui était conseiller municipal, que nous avons reçu ce 6 mars 2025 à 18 h 14, pour raisons personnelles, et conformément aux dispositions de l'article L2121-4 du CGCT, une copie a été aussitôt transmise ce jour au préfet pour information.

Conformément à l'article L-270 du Code électoral, la démission d'un conseiller municipal a pour conséquence de conférer la qualité de conseiller municipal au suivant de la liste. Il s'agit de Madame Hamida Bougueroua qui est automatiquement conseillère municipale, qui sera convoquée pour intégrer le Conseil municipal du 2 avril prochain, le temps matériel ayant manqué. Nous l'avons avertie, bien sûr, mais elle dispose aussi de 5 jours pour accepter ou refuser de devenir conseillère municipale, nous attendons donc aussi sa réponse.

La deuxième information, nous avons Madame Nathalie Lemoine, conseillère municipale, qui souhaite rejoindre le groupe UCA, ce que nous avons accepté. Bienvenue, Madame Lemoine. Si vous voulez dire un mot.

**Mme Lemoine** : Bonsoir, Monsieur le Maire. Bonsoir Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux. Je souhaite rejoindre la majorité municipale, car je souhaite que les mois à venir soient placés sous le signe, en ce qui me concerne, de l'union et de la prolongation de l'action de la municipalité actuelle. C'est pour cela que je souhaite vous rejoindre, simplement.

**M. le Maire** : Bien, merci. Bienvenue parmi nous.

Je vais passer la parole à Monsieur Baranger pour procéder à l'appel nominal.

→ **Appel**

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ **Approbation du procès-verbal du 18 décembre 2024**

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Baranger. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 18 décembre 2024 avec cette convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Monsieur Hutin.

**M. Hutin :** Bonsoir, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Juste un petit point, c'est qu'à la lecture du procès-verbal, mon nom a été changé par « un intervenant ». « Un intervenant », tout simplement, sur la retranscription du procès-verbal. Je voulais juste attirer votre attention.

**M. le Maire :** Peut-être que les gens qui retranscrivent n'avaient pas... Ce n'est pas nous, on a une personne. On peut faire corriger, c'est à quel niveau ?

**M. Hutin :** Je n'accuse personne, je dis juste qu'à la lecture je me suis rendu compte qu'il était indiqué un intervenant.

**M. Hutin :** Ce doit être cela.

**M. le Maire :** On va le faire modifier page 4, on peut mettre Monsieur Hutin au lieu d'« intervenant ». Ce sera corrigé, Monsieur Hutin.

**M. Hutin :** Je vous remercie.

**M. le Maire :** Très bien. S'il n'y a pas d'autres interventions, nous pouvons donc l'adopter. C'est adopté, merci.

*(Le procès-verbal du 18 décembre 2024 est adopté à l'unanimité.)*

**M. le Maire :** Vous avez aussi reçu des documents concernant le projet de délégation de service public concernant les parkings. Ces documents ont été envoyés par mail à tous les membres du Conseil municipal le 19 février, conformément au délai réglementaire de 15 jours francs, il est important de le préciser.

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal**

**M. le Maire :** Nous pouvons ouvrir les débats, nous allons commencer par les Ressources Humaines. Monsieur Vasco Coelho, vous avez à nous présenter une modification du tableau des effectifs du personnel communal, exercice habituel.

**M. Coelho :** Bonsoir Monsieur le Maire, chers collègues. C'est une délibération que nous avons l'habitude de présenter à ce Conseil. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la Ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements de personnel et des recrutements réalisés, et en ouvrant l'accès à des agents contractuels.

Chers collègues, il nous est demandé de délibérer à ce sujet.

**M. le Maire :** Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Deux questions pour être sûr de bien comprendre le tableau. Première question, il y a donc un poste supprimé qui n'est pas suivi d'une création d'un poste autre ? Cela veut dire que le poste est supprimé purement et simplement, puisqu'à chaque fois on voit bien que c'est : on supprime un poste et l'on en crée un qui doit être en

adéquation avec le recrutement ou l'avancement de l'agent, comme cela se fait normalement. C'est l'agent territorial spécialisé principal de 2e classe des écoles maternelles qui est supprimé, il n'y a pas de création correspondante.

L'autre chose, c'est la transformation du poste d'infirmier territorial en soins généraux qui était à temps complet. Suppression donc de ce temps complet pour le remplacer par un temps non complet de 3 heures, et donc nous expliquer ce qui a amené à ce choix, s'il s'agit d'une convention avec d'autres collectivités, et quelles seront finalement les missions de cet agent qui passe d'un temps complet à 3 heures, j'imagine, par semaine.

**M. le Maire** : Monsieur Coelho.

**M. Coelho** : Oui, je pense que c'est ce qui a été fait. Je vois avec mon directeur RH. Je suis un peu surpris par la question. Le temps complet n'était pas pourvu, donc on a recruté à mi-temps.

**M. le Maire** : En fait, c'est un poste qui n'existait pas, qui n'était pas pourvu, suite au décret de 2021, un poste non pourvu, donc nous avons créé ce poste à mi-temps parce que ce sont les besoins existants. On pourra sans doute évoluer plus tard, on verra, mais pour l'instant c'est un poste qui n'existait pas, on peut donc dire que c'est une création, si vous voulez. Oui, Madame.

**Mme Fourniaud** : Excusez-moi, mais pour l'ATSEM, a-t-on une réponse ? Est-ce que l'on peut avoir une réponse puisqu'il y a une suppression et qu'il n'y a pas de création derrière ?

**M. le Maire** : On ne parle pas du même poste, là.

**Mme Fourniaud** : Non. Vous, vous parlez de l'infirmier. Monsieur Guillaud-Bataille avait posé la question pour 2 lignes différentes, si je puis dire, pour l'ATSEM dont le poste est supprimé et non compensé par une création, et pour le poste de l'infirmier dont vous nous dites que vous créez le poste pour un mi-temps. On peut s'étonner qu'une ville de 46 000 habitants n'ait besoin que d'un infirmier à mi-temps, mais bon, les choses sont ce qu'elles sont.

**M. le Maire** : Je vais donner la parole à Sophie MINE qui saura mieux vous répondre techniquement sur ce point, notre DGA.

**Mme Mine** : Bonsoir. Sur le poste d'infirmier, c'est pour les équipements Petite Enfance, c'est dans le cadre du décret d'août 2021, cela s'appelle un référent santé inclusive. On a un nombre d'heures qui est imposé en fonction de la taille de la crèche et en fait, si l'on va sur la règle, c'est même moins que ce que l'on propose. Mais pour être sûr de trouver quelqu'un, on a monté le nombre d'heures parce que dans tous les cas on a toujours besoin d'une infirmière. C'est vraiment pour les établissements Petite Enfance.

Sur l'ATSEM, on est sur un grade, c'est un agent territorial. Excusez-moi, je ne l'ai pas devant les yeux. On est sur un agent territorial principal, c'est une histoire de grade, Madame Fourniaud. On ferme un grade, ce n'est pas un poste, parce que l'on est sur un niveau agent ATSEM principal, c'est celui-là que l'on ferme, c'est une histoire de grade, ce n'est pas une histoire de poste. C'est clair ou pas ? Parce que l'on en avait des postes d'ATSEM ouverts. Monsieur le DRH peut intervenir.

**M. Simon** : Merci. La lecture se lit simplement : vous prenez la 5<sup>e</sup>, la 6<sup>e</sup> et la 7<sup>e</sup> ligne, vous avez une suppression, une suppression, deux créations. Les 2 premières lignes sont compensées par les créations de la dernière ligne, donc l'agent territorial spécialisé principal 2e classe, l'agent social territorial principal 2e classe sont compensés par les 2 agents sociaux territoriaux.

**M. le Maire** : Tout s'éclaire. Y a-t-il d'autres observations là-dessus ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

*Vote de la délibération n°25 001*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 001 est adoptée à l'unanimité.*

### **→ Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes - année 2024**

**M. le Maire** : Merci. Le point numéro 2 maintenant, c'est le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre hommes et femmes pour l'année 2024. C'est Madame Fontaine qui va nous le présenter.

**Mme Fontaine** : Bonsoir Monsieur le Maire. Bonsoir chers collègues. Tout d'abord, avant de présenter ce rapport, j'aurais voulu avoir une pensée pour le drame qui s'est passé samedi dernier sur Choisy-le-Roi avec le féminicide, je ne vais pas m'étendre sur la question, mais j'ai une pensée très forte pour sa famille. Toutes les actions que l'on mène aujourd'hui dans le cadre de l'égalité femmes hommes, c'est pour éviter ce genre de drame chez nous et en France. Juste pour vous dire que nous avons eu une réunion très importante avec le commissaire de Choisy-le-Roi sur la question du traitement des violences faites aux femmes, notamment à travers la Maison des Femmes, et comment on peut apporter une réponse à ces problématiques. C'est en cours, on va créer un réel partenariat pour éviter, vraiment, tous ces drames.

Voilà, je ne m'étendrai pas plus dessus.

**M. le Maire :** Si vous permettez, Madame Fontaine, nous sommes tous catastrophés et sensibles, je l'ai exprimé devant les élus, par cet acte odieux. S'il y avait malheureusement une raison, s'il fallait une raison supplémentaire pour la création de la Maison des Femmes, ce drame le démontre, et bien sûr que c'est un combat de tous les jours qui a déjà été entamé avec le commissaire Vaillant, notamment lors des CLSPD que nous faisons.

Nous ne voulons pas qu'il y ait d'amalgame de quelque sorte que ce soit autour de ce drame et c'est la consigne que j'avais donnée en Bureau municipal, mais vous faites bien quand même d'avoir un rappel et une pensée pour cette femme qui n'était pas Choisyenne, mais cela n'enlève pas le drame, bien sûr, c'est une situation compliquée d'après les informations que l'on m'a transmises.

Effectivement, au-delà de ce drame et de cette pensée pour cette femme particulièrement, c'est envers toutes les femmes que nous avons cette pensée, et à qui cette Maison des Femmes est dédiée, et qui, j'espère, pourra aussi traiter de projets et de problèmes plus légers dont les femmes ont également besoin. J'espère que l'on pourra dénouer des drames si des personnes viennent se confier à nous, enfin pas à nous personnellement, puisqu'il y aura à l'intérieur de la Maison des Femmes des spécialistes, des psychologues, pour écouter ces femmes qui seraient en détresse et qui trouveront là une écoute.

Merci, Madame Fontaine.

**Mme Fontaine :** Merci à vous, Monsieur le Maire.

Le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur l'année 2024, il y a toujours une partie qui concerne la politique de ressources humaines de la collectivité, le rapport reprend notamment les données du rapport présenté en Comité technique relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération, et à l'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle. Je ne vais pas m'étendre sur les chiffres, vous les avez tous dans le rapport, si vous avez des questions, n'hésitez pas.

Je vais plus revenir sur la partie qui concerne les actions menées par la collectivité pour l'égalité femmes hommes. Le rapport fixe des orientations pluriannuelles et des programmes de nature à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes, il peut comporter également une analyse de la situation économique et sociale en matière d'inégalité entre les femmes et les hommes dans la commune.

On va revenir sur les temps forts de 2024, avec l'inauguration de la Maison des Femmes le 13 janvier. Comme l'a répété et l'a bien dit Monsieur le Maire, on en avait un réel besoin pour toutes ces questions, notamment pour traiter les violences faites aux femmes, également pour tout ce qui est cohésion, pour l'insertion professionnelle des femmes, pour l'articulation de la vie, de leurs projets. Évidemment, c'est un projet qui est encore en cours d'élaboration et de perfectionnement, nous sommes dans le recrutement de la coordinatrice qui ne devrait pas tarder à arriver, nous sommes en train de créer des partenariats avec toutes les institutions et les partenaires vraiment spécialisés, et bien évidemment avec toutes les associations choisyennes qui font un super boulot et qui font des activités. Actuellement, la Maison des Femmes est ouverte les mardi, mercredi, et jeudi, mais à terme elle sera ouverte



du lundi au vendredi, et l'on espère aussi, si l'on peut se le permettre, des ouvertures peut-être nocturnes au moins 2 soirs par semaine pour que les femmes qui travaillent puissent aussi avoir des activités.

Au-delà de la Maison des Femmes, il y a le Collectif Égalité Femme-Homme qui est en place, je sais qu'il y a des réunions régulières, cela devait être tous les mois, mais finalement c'est mensuel, il y a un point la semaine prochaine sur les projets à mener.

On a toujours la semaine autour des violences faites aux femmes autour du 25 novembre, et le mois de l'égalité au mois de mars, où il y a plusieurs actions menées par les services municipaux et également par les associations de la ville.

Voilà pour le rapport égalité femmes hommes, je me tiens à votre disposition si vous avez des questions.

**M. le Maire :** Merci, Madame Fontaine. Y a-t-il des prises de parole. Oui, Madame.

**Mme Fourniaud :** Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers. On a lu votre rapport, Madame Fontaine, et le rapport des services bien sûr, avec grand intérêt. On refait des remarques que l'on avait déjà faites l'année dernière concernant, notamment, la disparité de salaire importante puisque c'est autour de 15 % pour les personnels de catégorie A, sachant que, bien évidemment, ce sont les femmes qui sont payées 14 % moins. L'année dernière, il me semble que vous nous aviez indiqué qu'il se trouve que le personnel féminin est plutôt plus jeune en catégorie A, ce qui pourrait expliquer cet écart. Je voudrais savoir si c'est toujours la même chose cette année.

On notera aussi que 60 % des contractuels permanents sont des femmes, cela, pour moi, ce n'est vraiment pas un bon indicateur, l'écart considérable entre les salaires en catégorie C pour la police municipale et les salaires en catégorie A.

J'avais deux autres questions concernant les actions que vous menez en faveur des scolaires : j'ai noté que les collèges Zola et Matisse bénéficiaient d'interventions, je n'ai rien vu pour Vallès, peut-être que cela m'a échappé, mais je voulais donc savoir s'il y avait une raison particulière.

Une autre question sur le Collectif Égalité, justement en mairie, je voulais savoir si les animateurs qui étaient recrutés pour encadrer le temps de cantine et les centres aérés bénéficiaient des formations qui étaient dispensées sur l'égalité hommes-femmes.

Je vous remercie.

**M. le Maire :** Madame Fontaine prendra sûrement la parole. Ce que je peux vous dire, c'est que ce problème de rapprochement des salaires hommes-femmes est fait au fur et à mesure. On ne peut pas tout corriger d'un seul coup, il existait bien avant et avec des marges bien plus importantes. C'est un problème national, même européen, et nous, nous contribuons petit à petit à ce que cela se résolve, on ne peut pas d'un seul coup changer en 3 ans ce qui a été fait pendant x et x années.

Par contre, je ne comprends pas votre remarque sur la police municipale entre les personnes de catégorie A et catégorie C. C'est normal qu'il y ait un écart entre catégorie C et catégorie A.

**M. Le Maire :** Ils seraient plus payés en police municipale que les autres C dans d'autres catégories ? On a déjà eu ce débat plusieurs fois ici, cela n'a rien à voir avec les hommes et les femmes. C'est uniquement que, effectivement, la police municipale, j'ai dit ce que j'en pensais, et le nouveau décret voulu par l'État ne va pas arranger les choses, qui déplaçonne aussi les salaires, c'est parce que la police municipale a des statuts particuliers. On ne peut pas, à moins de ne pas en avoir, mais on est obligé d'appliquer les grilles de salaire qui s'appliquent à eux, qui sont différentes de celles des grilles de salaire C d'autres services que la police municipale, c'est la loi. On peut peut-être le déplorer, mais l'on est obligé de s'en tenir à cela.

Madame Fontaine, vous voulez ajouter quelque chose ?

**Mme Fontaine :** Au niveau de tout ce qui est RH, etc., je n'ai pas l'expérience dessus, donc je préfère ne pas vous dire de bêtises et laisser effectivement soit Monsieur Coelho, soit Monsieur le Maire répondre à cette question. J'espère qu'effectivement sur ce qui sera les prochains recrutements l'on aura vraiment une volonté de faire mieux et d'essayer de réduire cet écart évidemment.

En ce qui concerne le rapport et la façon de le traiter au niveau des chiffres, j'ai déjà demandé et cela arrivera certainement, le recrutement de quelqu'un qui puisse analyser spécifiquement, avec une formation au niveau de l'égalité, ces chiffres, pour que l'on puisse avoir vraiment quelque chose qui soit plus affiné.

Ensuite, vous me posiez la question par rapport aux actions menées sur Émile Zola et Matisse par rapport à Vallès. J'ai rencontré le service, les deux profs qui s'occupaient de l'égalité femmes-hommes à Matisse, j'ai rencontré aussi ceux de Zola. C'est parce que le service Jeunesse arrive à bien travailler sur les heures méridiennes où ils font pas mal d'activités, donc quand il y a toutes les actions autour de l'égalité femmes-hommes ils vont travailler là-bas. C'est vrai que sur Vallès ce n'est pas plus compliqué, mais il y a moins d'actions, peut-être que le rapport est à plus travailler. Je verrai cela avec le service Jeunesse, pourquoi il y a un vrai décalage, parce que c'est vrai que l'on travaille très bien avec Matisse et Zola, le partenariat est là depuis quelques années, et avec Vallès moins. Je remonterai l'information parce que l'objectif est que tout le monde puisse être sur le même pied d'égalité.

Vous aviez une autre question, excusez-moi, je n'ai pas... Je laisse Madame Hache

**Mme Hache :** Votre question portait sur la formation : y a-t-il une formation dispensée aux animateurs du temps de la pause méridienne sur l'égalité hommes-femmes ? Oui, il y en a une, mais les animateurs sont nombreux, cela prend donc du temps pour qu'ils puissent être tous formés sur ce sujet. Mais, effectivement, il en existe, entre autres formations effectivement.

**M. le Maire :** Y a-t-il d'autres prises de parole sur ce sujet ? Madame Benkahla.

**Mme Benkahla :** Juste pour compléter le propos de Sabrina Fontaine, effectivement, les différents collèges sont sollicités, il y a notamment un travail qui est fait entre le service Jeunesse et le service de Sabrina Fontaine, et l'intervention au collège Jules Vallès est plus difficile. L'entrée du service Jeunesse dans cet établissement a été plus difficile, plus lente, il y a des interventions qui se font, mais c'est le collège qui n'a pas été tout de suite très ouvert

ou en tout cas, du moins, qui n'a pas répondu favorablement dès le début, mais cela date déjà depuis quelques années. Mais, aujourd'hui, on a des interventions à Vallès.

**M. le Maire** : Oui, parce que nous proposons la même chose et la même coopération à tous les collèges, mais pour coopérer il faut être deux. On n'incrimine absolument pas Vallès, ils n'ont peut-être pas la même méthode de fonctionner que Zola, mais nous on demande que ce soit au même niveau qu'avec Zola et d'autres, on est parfaitement ouvert, et je crois qu'il y a des progrès sensibles quand même, mais on propose strictement la même collaboration, les mêmes choses. On ne peut pas obliger, mais on insiste, on relance, après la décision finale appartient au directeur-directrice du collège. On ne demande que cela, que tous les collèges soient au même niveau là-dessus, que l'on ait la même participation, la même coopération entre tous les collèges, on y est parfaitement ouvert.

D'autres interventions ? Oui, Madame Alirol.

**Mme Alirol** : Je suis un peu étonnée des thèmes de la programmation, parce que je pensais que la Maison des Femmes était pour aider les gens, les femmes en particulier, bien entendu, qui avaient des problèmes, et dans la programmation on se retrouve avec des cours de zumba ou du yoga. Alors, c'est peut-être très bien pour aider les personnes à se retrouver, mais je ne pensais pas que la Maison des Femmes était pour ce genre de chose.

**M. le Maire** : Je vais donner la parole à Mme Fontaine, mais je l'ai exprimé tout à l'heure en préalable : il y a aussi, heureusement, des activités plus légères de détente que l'on apporte aux femmes. Il y a des femmes qui viendront sûrement faire des cours de yoga à la Maison des Femmes, mais qui ne s'inscriraient pas, par exemple, à un club de yoga qui existe sur la ville. Je laisse Madame Fontaine.

**Mme Fontaine** : Pour répondre à ta question, Béatrice, il y a plusieurs actions, plusieurs activités. Effectivement, il y a des activités un peu sportives, il y a des activités aussi autour du théâtre, autour de l'art plastique. On est en train de travailler pour une permanence avec France Travail sur l'insertion professionnelle, il y a des activités autour de tout ce qui est accès aux droits avec Nouvelles Voies, il y a la possibilité de faire des cours d'alphabétisation. Il y a la possibilité, comme je te disais, avec Nouvelles Voies d'avoir des juristes en face quand il y a des personnes qui viennent poser des questions sur pas mal de choses, cela peut être sur leur divorce, sur leurs problématiques, et on les accompagne de cette manière.

On est encore en train de construire le programme, mais il n'y a pas que des cours de zumba, c'est très animé, il y a plusieurs choses parce qu'il y a plusieurs thèmes. Il y a des thèmes aussi autour de la sensibilisation sur la santé. On est en construction, en co-construction avec les associations et avec les partenaires, mais cela avance, cela se construit, et je t'invite à venir voir un petit peu ce qui se passe, notamment à l'accès aux droits, c'est vrai que cela permet d'avoir une vraie idée quand on voit un petit peu comment cela s'articule.

**Mme Alirol** : Ces thèmes-là, c'est effectivement ce qui rentre pour aider les femmes. Mais je trouve, je suis désolée, que la zumba et le yoga, même si cela peut les aider à avoir une animation plus sympa, je ne pense pas que cela soit le lieu, je suis désolée.

**M. le Maire :** C'est un débat sur le rapport hommes-femmes, on s'exprime, mais il y a suffisamment de choses assez lourdes à traiter et de temps en temps on peut avoir une respiration, un petit coin de ciel bleu, cela fait du bien à tout le monde. Je comprends et je sais pour en avoir discuté que certaines femmes hésitent, pour diverses raisons, à s'inscrire à une activité dans un club qui existe, et n'hésiteront pas à venir à la Maison des Femmes. C'est sur un pied de solidarité, d'égalité, nous avons voulu que ce soit gratuit pour que des femmes qui ne sortiraient pas sortent et puissent participer.

Mais c'est l'objet de ce rapport dont il faudra prendre acte que les personnes s'expriment, y a-t-il d'autres prises de parole ? Madame Benkahla.

**Mme Benkahla :** Excusez-moi, je voulais juste compléter. Les activités qui sont proposées sont multiples et variées, et je trouve que cela répond vraiment à la problématique des femmes en général, celles qui ont des problématiques, mais pas que.

Sabrina Fontaine a dit en préalable qu'il y avait aussi des actions qui étaient menées en termes d'insertion, il n'y a pas besoin forcément d'avoir des problématiques pour travailler l'insertion et offrir un espace quelconque, que ce soit de la zumba ou autre d'ailleurs, c'est permettre à ces femmes d'identifier un espace et après d'investir cet espace de parole. Cela peut être une action transitoire qui permet autre chose par la suite, parce qu'ouvrir tout de suite un espace en disant aux femmes : c'est un espace où vous allez parler des problèmes, cela ne marche pas comme cela, ce serait trop facile d'ailleurs. C'est plus subtil, il faut un peu de psychologie, c'est amener les femmes à se rencontrer, à parler, etc. En tout cas, c'est comme cela que les choses ont été présentées lors de l'inauguration.

**M. le Maire :** Merci Madame Benkahla. Y a-t-il d'autres prises de parole, des interventions ? Je n'en vois pas.

C'est une prise d'acte, ce n'est pas un vote, nous prenons acte de ce rapport qui est quand même, à mon sens, positif, parce que je sais quand même que depuis maintenant bientôt 5 ans et malgré les crises COVID et autres, l'avancée et le travail qui a été nécessaire est quelque chose qui nous tient bien sûr à cœur, comme à toutes et à tous ici dans ce Conseil municipal. Merci de votre écoute.

#### *Délibération n 25 002 **PREND ACTE***

→ **Mandat au Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) petite couronne pour l'engagement d'une consultation en vue de la conclusion d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires**

**M. le Maire :** Le point suivant, je vais redonner la parole à Monsieur Coelho, il s'agit d'un mandat au Centre Interdépartemental de Gestion, le fameux CIG de la Petite Couronne, nous allons engager une consultation en vue de la conclusion d'un contrat groupe d'assurance des risques statutaires, ce qui peut être avantageux pour la Ville. Monsieur Coelho.

**M. Coelho :** Merci, Monsieur le Maire. Dans le cadre de l'ancien article 26 de la loi du 26 janvier 1984, le CIG Petite Couronne souscrit depuis plusieurs années des contrats groupe d'assurance pour couvrir le risque statutaire des collectivités territoriales et des établissements publics et des départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et

du Val-de-Marne. Ces contrats en capitalisation sont en place pour assurer une couverture financière complète des risques encourus par les collectivités territoriales et les établissements publics en cas de décès, accident du travail, maladie professionnelle, maladie ou accident non professionnels, maternité de leurs agents titulaires et contractuels.

Le contrat groupe actuel a été conçu pour 4 ans à l'issue d'une mise en concurrence réalisée au cours de l'année 2021, dans le respect des règles applicables aux marchés publics d'assurance. Il a pris effet le 1er janvier 2022 et arrive à échéance le 31 décembre 2025, à l'heure actuelle, 156 collectivités adhèrent.

De manière à pouvoir proposer un nouveau contrat groupe à partir du 1er janvier 2026, le CIG Petite Couronne lancera une mise en concurrence dans le respect du formalisme prévu par le Code de la commande publique ainsi que des dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Ainsi, pour engager la procédure de consultation, le CIG Petite Couronne doit justifier d'un mandat donné par toute collectivité qui souhaite adhérer au contrat qui en résultera.

Chers collègues, il est demandé au Conseil municipal, donc à nous, de donner mandat au CIG Petite Couronne pour procéder, au nom de la collectivité, à une consultation auprès des opérateurs potentiels du marché d'assurance dans le respect du formalisme prévu par le Code de la commande publique.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Coelho. Des interventions ? Je pense que l'on est tous d'accord là-dessus. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci.

*Vote de la délibération n°25 003*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 003 est adoptée à l'unanimité.*

## **FINANCES**

### **→ Rapport d'Orientation Budgétaire année 2025**

**M. le Maire :** Nous arrivons maintenant au gros morceau de ce Conseil : le Rapport d'Orientation Budgétaire. Je vais donner la parole à Mme Francisot.

**Mme Francisot :** Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, bonsoir. Il me revient une nouvelle fois cette année de vous présenter les orientations budgétaires de notre ville pour 2025. Ce budget, parce qu'il s'inscrit dans un contexte géopolitique bouleversé par les répercussions de la guerre en Ukraine, le conflit au Proche-Orient, la réélection de Donald Trump et les turpitudes de notre politique nationale, ce temps fort de la vie municipale prend encore cette année un relief tout particulier.

Ces orientations budgétaires reprennent nos priorités, tel que nous les portons depuis le début du mandat. La poursuite d'un programme d'investissement ambitieux pour la transition écologique, l'adaptation de notre ville au réchauffement climatique, l'amélioration du cadre de vie, le maintien d'un haut niveau de service public rendu au quotidien, le maintien de notre soutien aux associations, et ce, sans augmentation du taux de la part communale des impôts locaux.

La stratégie de désendettement que nous menons depuis 4 ans permet d'envisager un recours correct à l'emprunt. Nous avons la volonté de poursuivre nos investissements, car les Choisyens et les Choisyennes le méritent, en maintenant notre promesse de ne pas augmenter le taux communal d'imposition, ce que de nombreuses autres villes ont fait en cette période de crise. Cette volonté de préserver le pouvoir d'achat de nos Choisyens rend l'exercice budgétaire compliqué et entièrement dépendant des décisions gouvernementales qui d'ailleurs peuvent peser sur le budget, comme nous le verrons plus tard.

L'incertitude qui pesait sur les décisions finales de la loi de finances 2025 nous a contraints à dessiner des orientations budgétaires particulièrement serrées, sans pour autant renoncer aux projets engagés. La bonne gestion historique des finances de notre Ville permet de continuer à faire face, pour le moment.

Grâce à une gestion fine et prudente depuis de nombreuses années, la Ville de Choisy-le-Roi a conservé une situation financière saine, je tiens à le dire, qui lui permet jusqu'ici de poursuivre la mise en œuvre des priorités du mandat, tant en matière d'investissements que de services publics. Cette poursuite suppose évidemment d'accepter jusqu'à un certain point une dégradation de nos équilibres financiers et de continuer à faire preuve de vigilance et de réactivité. Les marges de manœuvre sont désormais très réduites.

Pour illustrer mes propos introductifs, j'en viens à notre budget. En 2025, les recettes réelles de fonctionnement sont prévues en baisse de 1,9 % par rapport à 2024, tandis que les dépenses devraient progresser de 2,57 %. L'autofinancement prévisionnel reste positif tout au long de la période, mais nécessite une maîtrise accrue des dépenses de fonctionnement pour renforcer les capacités d'investissement de la commune afin de maîtriser le niveau d'endettement.

Pour ce qui est de la dépense de fonctionnement, tout d'abord les charges à caractère général, nous devrions connaître une légère diminution globale de nos dépenses cette



année. Pour autant, tous les services à la population existants sont maintenus. Dans le détail, en revanche, je note encore une fois une explosion des coûts des assurances, jusqu'à quand ? Si le gouvernement n'agit pas rapidement, bientôt nous devrons faire un choix entre assurances et services rendus à la population, c'est inadmissible. Nous intégrons aux charges à caractère général également les frais de copropriété des parkings puisque bien que nous en déléguons l'exploitation, nous restons propriétaires de ces derniers. Les charges de personnel devraient évoluer de 2,48 % par rapport au budget primitif 2024, soit un peu plus de 1 000 000 d'euros. Cette évolution, au-delà du mécanisme de glissement vieillesse technicité, est due pour moitié à la décision du gouvernement datant du 30 janvier 2025 de modifier le taux de la cotisation de l'assurance vieillesse applicable aux rémunérations versées par les employeurs territoriaux à leurs fonctionnaires affiliés au régime spécial de sécurité sociale, la CNRACL, pour l'année 2025 et les années à venir soit 3 % par an pendant 4 ans, et à l'augmentation de la part patronale de l'URSSAF maladie. Cette année, ces 2 mesures représentent environ 600 000 euros, à terme cette mesure devrait coûter à la Ville plus d'un demi-million d'euros.

Au chapitre 6 de la notice qui vous est présentée, vous trouverez l'ensemble des détails des ressources humaines de la collectivité. Il faut néanmoins apporter une petite précision sur le tableau des effectifs, puisque l'écart constaté entre postes délibérés et postes pourvus s'explique pour environ 1/5 par des départs en mutation ou en retraite pour lesquels la procédure de recrutement n'a pas encore abouti ou pour lesquels des arbitrages se réalisent. Quant aux 4 autres cinquièmes, une mise à jour optimisant le tableau des effectifs s'avérera nécessaire étant donné qu'il s'agit de postes vacants de très longue date et qu'ils ne correspondent plus à aucun besoin de la collectivité. L'importance de la masse salariale à Choisy-le-Roi depuis avant notre arrivée, puisque cela avait été signifié dans le rapport de la Cour des comptes sur l'année 2019, sur 2020, cela pèse plus de 50 % de notre budget de fonctionnement, ce qui restreint par ailleurs nos moyens d'action sur le reste du budget.

Dans ce contexte global, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences constitue un axe stratégique pour mieux calibrer les postes aux besoins de notre collectivité, adapter les compétences des agents aux emplois, favoriser le développement des compétences des agents, développer l'employabilité au sein de la collectivité via la mobilité interne, optimiser les emplois pour mieux maîtriser la masse salariale. C'est en ce sens que nous travaillons depuis notre arrivée, et que nous continuerons de travailler en 2025.

Le chapitre des atténuations de produits devrait rester stable, puisque le prélèvement au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources est fixe depuis 2013, et que la commune ne contribue pas au fonds de péréquation intercommunale et communale en raison de son rang de classement à la DSU, nous étions 216e en 2024.

Au chapitre des charges de gestion courante, les dépenses d'indemnités de frais de mission et de formation des élus sont projetées en diminution de 1,23 % par rapport au BP 2024. La subvention au COS est maintenue à 100 000 euros, avec une offre complémentaire à celle du CNAS qui semble convenir aux agents. Le montant de la subvention versée au CCAS est estimé à 2 516 000 euros, contre 2 360 000 euros au BP 2024. L'évolution est de 6,61 % par rapport au BP 2024 et de 22,1 % par rapport au réalisé, principalement en raison de l'évolution des charges de personnel.

Le montant de la subvention proposée aux théâtres cinémas est identique au montant alloué au BP 2024, je ne m'étendrai pas.

Par contre, sur le sujet des parkings, puisque le dossier fait l'objet d'une délibération à venir, cette DSP aura pour conséquence la clôture du budget annexe des parkings, c'est pourquoi en 2024 il sera proposé d'inscrire une subvention d'équilibre de 184 000 € afin de faire face aux dépenses courantes jusqu'au transfert de gestion au délégataire. En revanche, les charges de copropriété, comme je l'ai dit tout à l'heure, qui sont estimées à 105 000 euros, sont d'ores et déjà intégrées au budget de la Ville.

Les subventions aux associations sont maintenues au même niveau qu'en 2024.

On propose une évolution du FCCT, ce sont les charges territoriales, de 2,9 % par rapport au BP 2024.

Les charges d'intérêts de la dette sont évaluées en 2025 à 761 000 euros, soit une augmentation de 20,80 % par rapport au réalisé 2024. Cette évolution s'explique principalement par les charges d'intérêts liées aux emprunts contractés en 2024 pour un montant de 10 000 000 d'euros, et les emprunts nouveaux à contracter en 2025 pour financer le programme d'investissement. Le montant évoluera donc effectivement en fonction de l'emprunt réalisé.

Les charges exceptionnelles sont estimées à 42 000 € qui sont identiques aux prévisions 2024.

Passons aux recettes. Les atténuations de charges sont estimées à 424 500 euros, soit 180 000 euros de moins qu'en 2024. L'estimation reste prudente, car les remboursements peuvent subir des variations importantes d'une année à l'autre suivant les accidents de travail ou maladies constatés.

Les produits des services et du domaine sont estimés par prudence à 4,78 millions d'euros, ce qui est à peu près cohérent avec le réalisé 2024.

Les recettes liées aux impôts directs locaux sont estimées à 40,40 millions d'euros en 2025, soit +2 % par rapport aux recettes fiscales perçues en 2024. Le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives décidé par l'État est de +1,7 % en 2025 et la Ville, comme la promesse que nous avons faite est tenue, n'augmente pas ses taux d'imposition. À ce sujet, nous avons été un peu interpellés par de nombreux Choisyens suite à l'augmentation brutale de leurs taxes foncières. Sachez que nous n'y sommes pour rien puisque nous n'avons pas augmenté les taux, nous ne les avons pas touchés. En revanche, l'obligation annuelle de déclaration des biens immobiliers automatisée de l'État a permis de rattraper le retard qu'ils avaient pris avec les déclarations papier sur la classification des logements, en plus de l'indexation annuelle de la valeur locative sur l'inflation.

L'attribution de compensation versée par la MGP, qui aurait dû évoluer cette année selon la loi de finances 2024 restera finalement la même au moins jusqu'en 2029.

Les recettes de taxe de séjour sont estimées à 120 950 euros en 2025. Il est envisagé une stabilité des recettes des autres impôts et taxes, c'est-à-dire droits de mutation, droits de place, etc.

La loi de finances 2025 prévoit une stabilité du fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France à hauteur de 350 000 €. Compte tenu des critères d'éligibilité, on retient



une hypothèse de 3 422 229 euros, soit une baisse de 1,38 par rapport au montant perçu en 2024.

Au chapitre des dotations et participations, la loi de finances 2025 prévoit un écrêtement de la dotation forfaitaire pour une enveloppe totale de 140 milliards d'euros, afin de financer une partie de la progression de dotation de péréquation verticale des communes c'est-à-dire la DSR et la DSU. Les 150 milliards de réabonnements restants seront financés par l'État, via notamment une réduction de l'enveloppe de la dotation de soutien à l'investissement local, la DSIL. La dotation forfaitaire évolue en fonction de la population et du potentiel fiscal par habitant, depuis 2022 la commune ne fait plus partie des communes écrêtées, donc en 2025 nous perdrons 27 habitants et afin de prévoir cet effet population à la baisse, la dotation forfaitaire est estimée par prudence à -0,1 %.

Pour 2025, on retient une hypothèse prudente de la DSU, avec une progression de l'ordre de 4 % par rapport à ce que nous avons perçu en 2024. Le montant de la DNP, dotation nationale de péréquation, pardon, est estimée à 683 000 euros, contre 595 000 euros en 2024. Le taux de compensation du FC TVA est maintenu à 16,404 % depuis 2015, donc nous estimons les recettes à 30 000 euros.

En 2025, les participations de l'État, du Département, de la Région et des autres organismes sont estimées à 3,39 millions d'euros, ce qui est légèrement plus que l'an dernier. Les allocations compensatrices sont estimées à 700 000 euros, il s'agit des compensations de l'État des pertes des ressources consécutives à des mesures d'exemption, d'exonération, d'abattement, de plafonnement, des taux décidés par la loi, c'est pour cela que l'on reste prudent sur cette recette.

Au chapitre des autres produits de gestion courante en 2025, les recettes sont estimées à 1,07 million d'euros contre 1,26 million d'euros perçus en 2024. Il s'agit principalement des recettes issues de la location des locaux commerciaux.

Je passe maintenant à l'investissement. Nous avons actuellement en AP-CP 8 programmes en cours : la réfection du groupe scolaire Nelson Mandela qui devrait être achevée dans sa globalité cet été. Les travaux de voirie qui devraient concerner cette année la rue du docteur Roux, la rue Henri Corvol, la rue Noël et la rue Waldeck Rousseau ainsi que le lancement de quelques études pour prévoir les travaux 2026. Le détail est en page 32 de la notice.

Nous avons aussi le programme de réfection des aires de jeux pour enfants. Le programme ANRU NPNRU concernant Choisy Sud avec la création d'un espace petite enfance et du centre socioculturel notamment. Le programme de plantation des arbres qui se poursuit. Le programme de réfection énergétique de l'élémentaire Victor Hugo qui devrait s'achever avec la pose de rideaux extérieurs. Le programme de requalification du CTM. En 2025, les anciens locaux Voirie et Propreté étant en partie libérés, leur transformation va pouvoir démarrer le programme. Enfin, le programme d'amélioration du confort d'été dans les écoles, avec notamment le remplacement des stores des écoles élémentaires et maternelles du Parc, Massé et de la maternelle Hugo, et la mise en place de systèmes de rafraîchissement par aspersion dans les écoles.

En 2025 nous créerons 3 nouveaux programmes : un visant à développer les îlots de fraîcheur permettant d'améliorer le confort d'été dans les espaces publics, un programme

permettant de réaménager le square Brossolette et un programme pour la réhabilitation de la passerelle Anatole France.

Hors AP-CP, les investissements continuent pour la Ville puisque le déploiement de la vidéoprotection se poursuit en 2025 avec l'ajout de 16 dispositifs pour la sécurisation de la voie publique. La programmation pluriannuelle d'investissement jointe en annexe de la notice est construite jusqu'en 2029, elle prend en compte tous les investissements incompressibles et indispensables, les opérations lancées sous les précédents mandats, donc l'ANRU, le Lugo, etc., et les opérations portées par la nouvelle équipe municipale.

Parlons maintenant des recettes d'investissement et plus particulièrement de l'emprunt. À cette étape, l'emprunt 2025 est projeté à 14 millions d'euros, il sera ajusté au budget 2025, au budget supplémentaire en 2025, en fonction de l'avancée des projets et de l'excédent dégagé sur l'exercice 2024 qui est estimé cette année à 145 000 euros. Pour mémoire, depuis 2020, la Ville n'a contracté aucun emprunt avant celui réalisé en 2024. L'emprunt en 2020 était un emprunt contracté en 2018 qu'il fallait contractuellement faire rentrer en 2020, emprunt de 3 millions. Le ratio de capacité de désendettement est projeté pour 2025 à 8,26, une amélioration de notre autofinancement serait de nature à améliorer ce ratio.

Face aux différentes contraintes qui s'imposent aux collectivités, notre majorité a choisi de donner la priorité aux services publics et à l'investissement. Nous faisons le choix de maintenir l'ensemble des services publics à la population.

N'oublions pas non plus les efforts mis sur la transition écologique afin que notre ville réponde aux enjeux climatiques de demain. Mais tout cela, bien que nécessaire, a un coût.

La stratégie de désendettement menée depuis 4 ans a porté ses fruits, permettant d'envisager un recours maîtrisé à l'emprunt sur la durée du mandat. Notre ambition reste intacte, notre promesse faite aux Choisyennes sera tenue et continuera de l'être.

Je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci, Madame Francisot, pour cette brillante présentation, comme d'habitude. Le débat est ouvert. Il y a eu deux mains en même temps, Monsieur Aoummis et Monsieur Guillaud-Bataille. On commence par Monsieur Aoummis.

**M. Aoummis** : Merci, Monsieur le Maire. Mon intervention va être discordante, bien évidemment. Ce 7 mars 2025, vous nous présentez probablement l'avant-dernier, si ce n'est le dernier BOP de votre mandature. À la lecture des éléments consignés, un fait alerte sur la légèreté de ce que vous proposez. 13 pages sur une quarantaine sont réservées au contexte international et national pour expliquer les difficultés que vous avez à élaborer votre budget. Si je n'avais pas entendu ici même dans cette enceinte du Conseil municipal et à plusieurs reprises de vous-même, Monsieur le Maire, que les explications que donnait à son époque la majorité de gauche de son budget en corrélation avec le contexte national n'étaient pas recevables, je n'aurais pas relevé ce fait. Je constate que l'exercice des affaires n'est pas un long fleuve tranquille et que ce que vous interdisiez hier dans l'opposition, vous l'autorisez aujourd'hui dans la majorité.

D'autre part, et cela est le plus important, je ne peux que relever la maigreur, que dis-je, le manque d'ambition de votre budget. Manque d'ambition, non pas que je veuille l'exprimer

comme une sorte de rhétorique convenue, parce qu'il est de bon ton de dire ces choses quand on est un élu d'opposition, mais parce que je vous ai toujours pris au mot, Monsieur le Maire, ici même. Combien de fois avons-nous entendu énoncer les grands projets structuraux voués à une réalisation certaine, si l'on devait vous croire. Ce n'est pas moi, Monsieur le Maire, juste élu d'opposition, qui ai parlé d'une nouvelle piscine couplée à un nouveau gymnase en place et lieu de Léo Lagrange, cela à hauteur de 28 millions d'euros. Ce n'est pas moi qui ai inventé la construction d'une nouvelle cuisine centrale à 8 millions d'euros, ou bien la construction d'une nouvelle école à 14 millions d'euros pour remédier à l'encombrement de l'école Cachin. Encore, la création d'un théâtre d'envergure régional à l'usine Hollander en place et lieu de la compagnie La Rumeur. Ou bien encore la finition revue et corrigée par vos soins du programme de construction couvrant les friches du quartier du Port, programme par ailleurs amorcé par vos prédécesseurs. À ce sujet, une simple visite du quartier du Port suffit pour faire le deuil de cette belle réalisation. Les beaux panneaux publicitaires qui annonçaient des logements de standing ont été enlevés, nous aurons encore et encore à contempler pour quelques années supplémentaires la désolation ambiante dans ce quartier. Que dire aussi sur le programme NPNRU, et sur le nouveau centre social qui tarde à voir le jour, avec une subvention régionale en millions qui nous passe sous le nez parce que les démarches concomitantes n'ont pas été faites.

Monsieur le Maire, parler de manque d'ambition n'est pas un effet de style, c'est un constat. Les projets ambitieux que vous avez annoncés avec beaucoup d'emphase sont absents de votre PPI, zéro pointé à chaque ligne qui correspond à chacun d'eux.

Malheureusement, l'on est réduit à parler pour la énième fois de choses qui ne devraient pas être, comme par exemple, la subvention de 100 000 euros allouée au COS. Cette subvention reste pour moi une énigme, sachant que vous vous êtes engagé personnellement, ici même, de nous présenter le rapport d'activité de ce même COS. Combien sont les agents municipaux qui bénéficient de ces services, quelles sont les actions proposées, quelles garanties de transparence et de bonne gestion sont mises en place ? Ces questions et bien d'autres restent sans réponse. Même si je peux vous dire que le COS couvre un peu plus de 150 communaux, 100 000 euros pour si peu d'agents, je ne sais pas comment on peut appeler cela, une gabegie peut-être.

Dans le même ordre, je suis dans le regret de parler encore des plats servis à nos enfants concoctés par une multinationale cotée en bourse, la mal nommée Elior, et pourtant c'est un beau prénom, Elior, qui veut dire « Dieu est ma lumière ». En la matière, et sans jeu de mots, je ne vois aucune lumière dans le choix que vous avez fait de cette entreprise. Il y a quelques années encore en arrière, Monsieur le Maire, vous nous avez attaqués quand le syndicat intercommunal pour la restauration collective, Siresco, servait nos écoles avec une production globale de 40 000 repas/jour bénéficiant à seulement 15 communes. Aujourd'hui, la comparaison est simple, vous avez choisi une multinationale qui produit plus de 850 000 repas jour et plus de 400 000 repas destinés aux écoles. Entre 40 000 repas jour et 1 200 000 repas, il n'y a pas photo. Quel revirement, Monsieur le Maire ! Pas d'usine dans nos cantines, disiez-vous, en prévision des élections de 2020. Que direz-vous aujourd'hui ? Elior n'est pas une usine, c'est pire, c'est une *gigafactory*.

Concernant les emprunts et l'endettement, même si dans le dossier que vous avez fourni il n'y a pas tout, il n'en reste pas moins qu'il y figure des points de vigilance, notamment en rapport avec la dette à part variable. Sa part modérée de 12 % qui est quand même, il faut le dire, un héritage des anciennes majorités, ne peut pas nous prévenir de ce qu'il va se passer

dans l'avenir. Si jamais il y a une hausse des taux, forcément les coûts de la dette vont être impactés. D'autant plus que le ratio de désendettement est passé de 4 ans à plus de 8 ans. La Ville se rapproche dangereusement du seuil d'alerte qui est de 12 ans. À ce rythme, dans 2 ou 4 ans au plus tard, nous y serons.

L'essentiel pour notre commune est de maintenir l'épargne brute et de limiter le recours à l'emprunt afin que le ratio de désendettement reste en dessous de 10 ans ou 12 ans. Je crains fort que le chemin d'endettement pris par la majorité en programmant 69 millions d'emprunts sur les 5 années à venir ne remette cet équilibre en péril.

En conclusion, le DOB que vous présentez, Monsieur le Maire, n'est pas à la hauteur des enjeux d'une ville de 47 000 habitants située dans un environnement qui mute, emporté par la dynamique de la métropole Paris et de l'Île-de-France, première région d'Europe. Il n'y a qu'à regarder ce qu'il se passe chez nos voisins proches pour se rendre compte que notre ville n'avance pas. Et qui n'avance pas recule.

C'est un constat désolant qui accompagne votre dernier ou avant-dernier DOB de la mandature. J'aurais aimé dire autre chose que cela, car il en va de l'avenir de notre ville, mais malheureusement, au regard de ce que vous proposez, je ne peux dire que cela. Merci.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Aoummis. Nous attendons la deuxième couche qui sera probablement mise par Monsieur Guillaud-Bataille. Vous avez la parole.

**M. Guillaud-Bataille :** Merci, Monsieur le Maire. On va faire, si vous le permettez, cette intervention à deux voix puisque je vais faire une première partie et mon collègue, Sébastien Hutin, en fera une deuxième. Nous nous sommes réparti la parole, si vous nous le permettez.

**M. le Maire :** À une condition, Monsieur Guillaud-Bataille, on ne veut absolument pas vous censurer, c'est qu'ici même, lorsque j'étais conseiller dans l'opposition, on avait un accord entre les groupes de faire 15 minutes, parce que sinon on peut y passer... Si vous vous répartissez la parole à deux, je n'ai aucun problème, mais essayons de tenir, comme l'a tenu Monsieur Aoummis, ces 15 minutes. On a d'autres sujets, je vous fais confiance là-dessus, cela ne me pose pas de problème que vous vous répartissiez la parole à deux.

**M. Guillaud-Bataille :** La bonne nouvelle, Monsieur le Maire, c'est que tout est écrit, cette fois-ci, donc normalement je tiens dans les délais. Nous tenons dans les délais.

Mesdames et messieurs les conseillers municipaux, Monsieur le Maire, chers collègues. Avant de donner un avis sur les orientations budgétaires qui nous sont présentées ce jour, permettez-moi d'adresser une pensée et des félicitations pour leur travail aux agents de la Ville, et même à l'adjointe aux finances. Les préparations budgétaires des collectivités territoriales ont été cette année particulièrement difficiles, soumises à des effets d'annonce, un report du budget national, des débats jusqu'à l'ultime minute sur la loi de finances, elles et ils ont dû travailler dans une incertitude terrible. Ce n'est donc pas rien de présenter ce rapport, et au-delà des désaccords que nous allons, vous vous en doutez, exprimer, il faut bien saluer les efforts produits.

C'est peu dire que les collectivités comme les Françaises et les Français ont été soumis à une période troublée. Si l'atterrissage de la loi de finances est moins pire pour ces derniers,

ces dernières, pardon, avec Bayrou qu'elle ne l'était avec Barnier, les économies restent réalisées sur le dos de pans entiers de services publics : la culture, le sport, l'éducation avec encore des fermetures de classes annoncées dont certaines à Choisy, environnement et écologie avec notamment le Fonds vert pour les collectivités, aménagement, recherche, sécurité sociale, fonction publique, etc. Ce sont bien les Françaises et les Français qui vont payer, y compris les 3,9 % d'augmentation des bases locatives de la taxe foncière.

Ce sont donc bien ces Françaises et Français qui vont payer cette facture de plusieurs dizaines de milliards d'euros d'économie qui semblaient vitales il y a une semaine encore, ou deux.

Dès lors, le budget que nous allons débattre aujourd'hui, vous prenez bien soin de le dire du reste, est suspendu à de possibles décisions nouvelles. Vous n'en êtes pas responsable, bien sûr, mais les annonces du président de la République de 109 milliards pour l'intelligence artificielle d'abord, puis de 200 milliards pour la dépense militaire sont amères à entendre. L'argent magique qui n'existait pas, la dette qui allait nous entraîner dans un chaos hier, pour 60 milliards de dépenses publiques en direction de la population, fait quand même pâle figure face à ces sommes qui sont annoncées. Disons-le, c'est indécent de tordre le bras aux collectivités et aux citoyens quand on trouve de telles sommes du jour au lendemain une fois le budget d'austérité adopté et contraint pour toutes et tous.

J'imagine d'ailleurs que c'est aussi bien amèrement que nous comprenons que cette nouvelle économie de guerre que l'on nous vend à longueur de plateau peut venir défaire tout le travail réalisé par nos services. En effet, que devient la conjoncture prévisionnelle lorsqu'un tel mouvement international et budgétaire se produit ? Nul ne le sait réellement, il nous reste donc à partager nos inquiétudes.

Dès lors, les critiques que nous allons formuler sont bien les critiques des choix et des arbitrages que la majorité municipale a faits. Faites-nous la grâce pour ce soir, sur ces choix, de ne pas vous abriter derrière les protestations habituelles portant sur des responsabilités antérieures ou sur le fait que vous n'auriez pas le choix. Même contraint, un choix reste un choix, et l'on peut en faire un autre.

Permettez-moi deux exemples, que vous reprenez dans votre rapport d'orientation budgétaire. Vous notez et mettez en exergue les coûts liés au Siresco et aux parcelles du Saf [01.08.56], c'est factuel, mais permettez-moi de dire une fois encore que la sortie du Siresco, comme le choix de ne pas continuer une veille foncière sur le périmètre des parcelles des Gondoles sud, relèvent de choix politiques que vous avez faits. Nous sommes en désaccord sur le choix pour les parcelles ; nous pouvons reconnaître concernant le Siresco que cela fait partie intégrante de votre victoire électorale en 2020 et respecte donc ce que vous aviez annoncé, pour autant ce sont des choix politiques que vous opérez. Dès lors, ils ne peuvent servir de parapluie et doivent être assumés comme tel, la conséquence de vos choix.

Votre édit dans le dernier Vivre à Choisy reprend cette rhétorique du : c'est pas ma faute à moi. C'est malheureusement une habitude chez vous, Monsieur le Maire. Si c'est une tarte à la crème politique que d'accuser ses devanciers, nous préférons quand vous soulignez que la gestion saine, et pointée d'ailleurs par le rapport du CRC en début de mandat, vous permet aujourd'hui d'affronter la tempête de cette année budgétaire, mais pour combien de

temps encore ? Les signaux sont alarmants et vos choix cette année ne sont pas de nature à nous rassurer.

Enfin, permettez-moi de pointer le scandale, comme l'a fait d'ailleurs Madame Francisot, de l'augmentation pluriannuelle du taux de cotisation à la CNRACL qui vient donc cette année nous ponctionner 450 000, 600 000 avec l'autre partie dans les caisses de Choisy, mais cette augmentation de 3 % chaque année jusqu'à 12 % interroge. En effet, en augmentant chaque année, l'augmentation sera continue et cumulée. D'ailleurs, Madame Francisot, je crois que votre langue a fourché parce que vous nous avez dit : cela nous coûte 600 000 cette année et à terme cela va coûter un demi-million. Je pense que votre langue a fourché parce que dès cette année c'est un demi-million.

**M. Le Maire** : Dès cette année, c'est 580 000 euros.

**M. Guillaud Bataille** : Je pense donc qu'à terme, c'est beaucoup plus, inévitablement.

**M. le Maire** : Près de 2 millions.

**M. Guillaud-Bataille** : Je vous remercie. Dernier point, vous annoncez que le résultat au compte administratif pourrait se monter à 145 000 euros. Vous me direz que cela montre une bonne exécution budgétaire, mais j'ai bien peur que cela ne soit plutôt le signe de surconsommation sur bien des lignes l'année dernière, mais nous pourrions le constater, ou pas, en juin. Je vous assure que cela nous rassurerait.

Je partage évidemment la remarque sur les assurances des collectivités que Madame Francisot a faite. On voit d'ailleurs déjà de premières escroqueries, de premiers scandales d'escroquerie aux collectivités qui ont été mis en place par des assureurs. Je veux croire que nous avons ici une grande attention aux contrats d'assurance que nous allons passer, et avec qui.

Enfin, un point attire notre attention : l'endettement de notre Ville et sa capacité d'autofinancement qui est particulièrement rabotée cette année. Notre épargne brute est quasiment divisée par 2, et notre épargne nette est négative de 700 000 euros. Après 10 millions d'emprunts l'année dernière, vous annoncez 14 millions cette année, soit 24 millions en 2 ans, là où notre stock de dettes était tombé à 26 millions en début d'année dernière. C'est donc un quasi-doublement de notre dette que vous annoncez. Pourquoi pas.

Pourquoi pas, mais pourquoi ? Une école à construire ? Il n'y en a pas. La cuisine centrale ? Elle tombe à zéro dans votre programmation pluriannuelle d'investissement. Le gymnase et la piscine ? Il n'en est plus question. En réalité, aucun grand équipement relevant de votre décision comme majorité municipale n'est prévu, entamé, mis dans les tuyaux. De notre point de vue, doubler la dette de la commune sans aucune raison structurelle, c'est commencer la campagne municipale. Faire des travaux d'embellissement juste avant les élections pour essayer de convaincre d'une action défailante et la programmation de vos inaugurations de projets, bien anciens parfois, et qui ont été décidés bien avant vous au cours de cette année sans plus d'opération de communication que le calendrier logique.

Un dernier point avant de passer la parole à mon collègue. Un accord a été signé en juillet dernier concernant le site Renault avec une somme de 7,5 millions, je crois, versée en 2 fois pour notre commune. Vous annoncez que cette somme sera utilisée pour la construction



d'une cuisine centrale sur le site dans le cadre d'un PUP, très bien. Il est dommage de ne pas avoir donné plus d'éléments lors de ces orientations budgétaires à notre assemblée et aux Choisyennes et aux Choisyens par la même occasion. Personnellement, j'ai une expérience de PUP, le siège de la Région Île-de-France à Saint-Ouen. Au final, la Région n'est pas propriétaire de ces locaux, mais verse un loyer à la banque BNP Paribas qui est le réel propriétaire. Qu'en sera-t-il pour la cuisine de Choisy ? L'argent promis lors de la signature est-il déjà entre nos mains ? La transparence avec nous sur une somme aussi importante lors d'un débat budgétaire nous semble de rigueur.

Je passe maintenant la parole à mon collègue Sébastien.

**M. Hutin :** Merci, cher collègue. Je vais essayer de brosser les dépenses annoncées dans le ROB et qui nous préoccupent. Dans un premier temps, on va parler du théâtre. Il est préoccupant de constater que le rapport ne prend pas en compte l'inflation concernant les subventions au théâtre pour la 3e année d'affilée. Dans un contexte d'inflation, tout ce qui n'augmente pas baisse en réalité, en tout cas dans la capacité de dépenses et d'actions de la structure, en étant clair que les frais fixes, eux, augmentent mécaniquement.

Mais il n'y a pas que le théâtre qui souffre de cette stagnation. Il y a les subventions pour le COS, et les associations qui voient leurs subventions effectivement maintenues et qui reviennent finalement à une baisse des moyens d'action. Seul le CCAS connaît une augmentation conséquente, nous nous en félicitons puisque nous dénonçons la stagnation des dernières années.

Je vais passer aux recettes de fonctionnement. Nous observons une nouvelle baisse de la population pour la 2e année consécutive, cela a un impact direct sur nos recettes de fonctionnement et nécessite une attention particulière. C'est aussi le signe d'une raréfaction des logements accessibles aux Choisyens dans notre ville.

Sur les effectifs de la Ville, nous sommes dans une situation où nous dénonçons depuis un moment que 839 postes sont pourvus pour 1 077 postes ouverts. Monsieur le Maire, lors des derniers conseils municipaux, nous dit que ces postes étaient une survivance du passé et inutile et qu'il faudrait les supprimer. Cependant, il y a des filières bien pourvues, comme la police municipale. La filière qui souffre le plus en proportion est la filière administrative où il manque 70 postes. Ensuite, près de 80 postes ne sont pas pourvus en filière technique. Dans le médicosocial, il manque 13 postes d'ATSEM, là où il manque en tout 25 postes. En animation, il manque 24 postes dont 7 cadres, 11 adjoints, et 6 animateurs, ce qui équivaut à 25 % des postes non pourvus. De notre point de vue, il n'y a pas de bon service public rendu à la population sans agents municipaux pour le produire. Ce manque se ressent, comme l'a montré la grève des ATSEM au début de l'année scolaire.

Maintenant, les heures supplémentaires. Les heures supplémentaires ont augmenté de plus de 100 000 heures en 2024, pourtant les agents sont passés à 37 h 50 par semaine, ce qui aurait dû normalement limiter ce point qui au contraire explose. Cela exerce évidemment une pression sur les agents et affecte leur santé, augmente mécaniquement les arrêts de travail pour des raisons médicales.

Nous allons parler également de la plantation des arbres. Sur la plantation des arbres qui est un totem de votre programme, les annonces sont bien timides depuis que le premier adjoint nous a confessé avoir découvert tardivement les difficultés que pose la présence de réseaux

enterrés. Vous avez planté des arbres pour le parc de la Mairie, mais il n'y a rien de significatif sur le reste de la ville, cela montre bien évidemment un manque d'équilibre dans vos priorités d'investissement.

Ensuite, dans les projets. Où en est votre projet, je rejoins mes collègues, de complexe sportif avec une piscine ? Parce que l'on peut constater que dans les investissements la ligne est à 0 sur les années futures. Est-ce qu'il y a un projet, est-ce que c'est effectivement un projet dont vous avez fait la publicité précipitamment, est-ce qu'il verra probablement le jour un jour ? Après une interruption d'investissement dans l'ancienne piscine, vous avez ajouté 90 000 € par an, donc c'est votre refus de mettre des rustines, comme vous le clamiez il n'y a pas si longtemps, et a priori le fait d'investir on ne peut que s'en féliciter. Nous espérons que suivant cet exemple vous procéderiez à l'entretien d'autres structures municipales dont vous souhaiteriez voir détruire comme la halle du marché par exemple.

Objectivement, on voit bien que le budget des collectivités est particulièrement difficile, mais il y a des orientations politiques donc vous êtes comptable. Bien que je reconnaisse les efforts déployés pour élaborer ce rapport, je ne peux pas soutenir des orientations budgétaires sans des ajustements significatifs. Nous devons donc assurer que notre budget reflète les priorités et les besoins réels de notre communauté.

Nous prenons acte de vos orientations, nous ne les partageons bien évidemment pas, vous l'aurez bien compris. Nous restons dans l'espoir que nous puissions ensemble trouver des solutions plus équilibrées et transparentes pour l'avenir de notre ville.

Je vous remercie de votre attention.

**M. le Maire :** Très bien. Si vous permettez quand même, on m'a demandé que vous interveniez à deux, je crois tous les groupes sont intervenus, donc maintenant je vais répondre.

Ce que je relève aussi, c'est que soi-disant vous lisez dans mes écrits que rien n'est de notre faute, nous avons un héritage. Dans tous mes discours, et à chaque fois que je m'adresse aux Choisyennes et aux Choisyens, on ne se cache pas derrière cela pour affronter nos responsabilités, nous l'avons prouvé. Mais oui, il y a un héritage.

Expliquez-moi comment refaire la moitié des routes de Choisy sans emprunter. Vous pouvez déjà me répondre, j'appliquerai ce que vous me dites. Puisque l'héritage, c'est la moitié des routes à refaire. L'héritage, c'est la piscine qui est en train de couler. Bonneuil, ville de gauche, piscine gérée par un territoire de gauche, vient de fermer sa piscine pour plusieurs semaines, disent-ils. Il y a des réalités factuelles qui nous rattrapent. Ce n'est pas moi qui, pendant près de 63 ans, a refusé d'entretenir les bâtiments de notre Ville. Ce n'est pas moi qui n'ai pas voulu voir sur la dalle l'étanchéité à refaire, dont vous dites que nous la refaisons parce que nous créons une DSP de parking, ce qui est archi faux. Nous refaisons l'étanchéité de la dalle, DSP ou pas, parce qu'il faut la faire, parce que l'eau pénètre dans les parkings.

Monsieur Bataille, merci de reconnaître, et l'on ne se cache pas non plus derrière notre petit doigt, pour exprimer ce qu'exprime tous les maires dans leur diversité, la difficulté jamais vue, jamais vue, pour bâtir aujourd'hui un budget. C'est extrêmement difficile.



Notre fierté, contrairement à ce que vous avez l'air de dire, c'est que nous maintenons tous les services à la population là où d'autres maires à côté de chez nous augmentent les impôts et tranchent dans les services. Il aurait été facile de supprimer ici ou là tel service, et là ce serait beaucoup plus simple. Mais c'est une option que nous n'avons pas retenue, je vous le dis et vous le redis.

Dites-moi un service à la population que l'on aurait supprimé. Vous l'avez dit, Monsieur Hutin, vous nous en remerciez et je vous remercie de le constater, nous augmentons le budget du CCAS. Nous augmentons tout ce qui est solidarité auprès de notre population. Nous créons une Maison des Femmes, il faut de l'argent, il faut le trouver.

Vous nous reprochez de budgétiser 14 millions d'euros d'emprunts. Il y a 2 ans, les années passées, vous nous reprochiez de ne rien emprunter. Je vous demande d'être cohérents, d'accorder un peu vos violons, soit l'on emprunte, soit l'on n'emprunte pas. Aucune ville aujourd'hui n'est dans la capacité de réaliser des investissements sans emprunter. Nous avons, sauf notre ami à Rungis peut-être, on va le laisser tranquille, il y aurait beaucoup à dire là-dessus, et Monsieur Aoummis vous nous parlez de renoncement, nous ne renonçons à rien. Où avez-vous lu que sur ce mandat nous allions construire une nouvelle piscine, un nouveau gymnase, avec tout ce qui nous est tombé dessus ? Jamais je n'ai dit cela, et jamais nous ne disons que nous renonçons à la piscine et au gymnase puisque c'est indispensable de le faire, comme la halle des marchés.

Vous vous êtes abondamment exprimé là-dessus auprès des habitants en disant des contre-vérités particulièrement graves. Mais qui a voté des deux mains une délégation de service public aux frères Géraud pendant 18 ans ? Vous parliez de gestion avisée de votre temps ce qui a été plus que souligné par la Cour des comptes qui n'a pas compris, qui a été scandalisée de voir une délégation de service public de 18 ans. Qu'est-ce que j'ai fait, moi, dans l'opposition lorsque vous avez fait cela ? Je suis allé au tribunal administratif, j'ai payé de ma poche un recours qui a failli aboutir, où le juge a très bien vu qu'il y avait malversation, mais où la personne évincée du marché public n'a pas voulu témoigner par écrit parce que sa carrière aurait été foutue. Voulez-vous que je vous rappelle votre gestion avisée des 3 millions que vous avez donnés aux frères Géraud ? Voulez-vous que je vous rappelle le procès intenté par les commerçants que vous avez perdu dans l'ancienne majorité ? Ce n'est pas un héritage, cela, Monsieur Guillaud-Bataille ? Parce qu'aujourd'hui les Frères Géraud nous demandent, suite à votre excellente gestion, de payer 1,7 million, ce que nous refusons. Pourquoi ils nous demandent de payer 1,7 million ? Parce que vous n'avez pas su augmenter dans les règles les places de marché que vous aviez faites à l'époque en méconnaissance de la loi, cela peut arriver, ils vous ont attaqué, vous avez perdu. C'est à nous, maintenant, que l'on réclame cette note.

Facile, de bâtir l'avenir comme cela. Nous n'y sommes pour rien. Pour autant, on ne renonce à rien du tout. Maintenant, si vous avez une combine pour construire une piscine et un gymnase sur un mandat, je suis preneur.

Sur les arbres, Monsieur Hutin, jamais un tel effort n'a été fait. Nous avons planté 3 000 arbres, il y a des trottoirs où l'on ne peut pas parce qu'il faut laisser 1 m 40 de passage aux piétons. Donc, Monsieur Hutin, travaillons ensemble, j'en prends ici l'engagement avec mon premier adjoint, Monsieur Id Elouali, tous les endroits où vous verrez une possibilité de planter un arbre, nous le planterons, j'attends vos indications. Il n'y a aucun souci, nous

cherchons, nous ne demandons que cela, nous avions prévu de mettre 5 000 arbres et nous tenons à le respecter.

Vous nous parlez des terrains Renault, c'est quand même un monde. Là où vous aviez baissé les bras, où vous disiez : « non, non, non, il ne faut rien accepter parce qu'il ne faut pas que cela ferme, il ne faut pas que cela ferme ». Ça a fermé. Et nous, nous avons déjà travaillé sur un plan B, et ce plan B qui avait été retenu, vous pouvez faire non de la tête, Monsieur Guillaud-Bataille, qui a mené les débats ? Qui a mené les débats avec Renault ? C'est qui ? C'est vous ? C'est Monsieur Leprêtre ? C'est moi, personnellement. Mais bien sûr, attendez, dites non, très bien, si vous voulez, on vous présentera les dates de rendez-vous lorsqu'ils sont venus ici, lorsque je suis allé à Boulogne. Et qui a obtenu non pas 6,5 millions comme vous l'avez annoncé, mais 5 millions, qui ne sont pas versés, bien évidemment, parce qu'ils sont versés lorsque ces appels à projets vont aboutir. La première chose qui a abouti, c'est que l'aménageur qui a été retenu a signé avec Renault et donc achète les terrains. Maintenant, la 2e étape pour aménager c'est de prospecter les sociétés qui vont s'installer sur le terrain, et lorsqu'elles seront installées la Ville a obtenu ce que Renault n'a jamais fait nulle part : 1,3 hectare, gratuit, dépollué, et 5 millions d'euros en aide pour construire notre cuisine centrale. Monsieur Aoummis nous dit : « ah, on va construire une cuisine centrale ». Mais là aussi, il faut trouver un terrain pour construire la cuisine centrale, ça ne se trouve pas comme cela, donc le terrain que nous avons trouvé, c'est celui qui est sur Renault, que l'on s'est fait rétrocéder pour l'euro symbolique, et nous allons donc y construire notre cuisine centrale.

Notre ambition pour la Ville est intacte et jamais il n'y a eu autant d'évolutions dans la ville, pardonnez-moi, vous pouvez le nier, mais la réalité est là.

Vous parlez, vous osez me parler du NPNRU aux Navigateurs. Mais qui l'a sauvé ? Qui a sauvé le centre socioculturel en demandant à la Région de proroger son aide ? Non seulement vous ne l'aviez pas fait, mais lorsque l'on a essayé de suivre effectivement ce que vous aviez demandé, la note à l'arrivée : 20 millions d'euros. Irréalizable. Le territoire se désengage. Je me suis retrouvé tout seul, sans l'aide, le NPRU aux Navigateurs, la zone économique qui dépend du territoire est abandonnée. On a retroussé nos manches, on a refait un tour des popotes, et on a donc retenu un projet pour le centre socioculturel à 10 millions d'euros, presque 11 millions d'euros, ce qui était initialement prévu.

Donc comment pouvez-vous dire de telles choses ? Je suis preneur de tous ceux qui sont capables dans ce pays de ralentir les délais pour faire telle ou telle construction. Le Lugo, 20 ans que vous vous cassez les dents dessus. Cela va enfin, grâce à l'action de la majorité, nous avons tordu le bras au bailleur avec l'adoption de notre PLUi, cela va se débloquer, et enfin, les habitants de la Sablière verront une construction neuve de leur logement. Mais c'est grâce à qui cela ? Nous, on a eu à peine 3 ans pour travailler, en 3 ans nous avons réalisé tout cela.

De tous les experts politiques connaisseurs de la chose communale ou des collectivités en général, tous s'accordent à dire que la situation que nous avons vécue pour un premier mandat n'a jamais été vécue dans ce pays, jamais. Rigolez, Monsieur Bataille, rigolez. Citez-moi un exemple.

Je vous ai écouté longuement tous les deux, il n'y a jamais eu une pandémie, je suis désolé, comme lorsque nous sommes arrivés, le Covid, auquel nous avons fait face alors que nous

n'étions préparés à rien, c'était notre premier mandat. Je suis désolé, qui aurait pu tenir avec tout ce qui nous est tombé dessus, 2 ans de Covid ? Et vous osez dire que par rapport à d'autres villes, mais je vous invite à aller voir les problèmes des autres villes. Je vous ai cité Bonneuil, il n'y a pas que Bonneuil, allez voir à Vitry ce qui se passe, le maire, comment il ne s'en sort pas, et là-dessus on a une solidarité entre nous, on connaît ses difficultés. Une fois le COVID passé, ouf, on va se remettre au travail.

L'Ukraine qui nous tombe dessus, enfin la guerre d'Ukraine, qui fait que vous osez parler du quartier du Port, que ne l'avez-vous fini en son temps ? Qu'est-ce qui vous interdisait de le finir ? Nous avons fait un projet, 2 ans de travail balayé, et pourtant avec qui travaillons-nous ? Avec la SADEV, et donc le territoire présidé par le maire de Villejuif. Ce n'est pas un ignorant de droit qui promet des choses ou qui se cache derrière son petit doigt, mais qui est confronté aux difficultés de l'augmentation et de l'envolée des matériaux, de la quasi-faillite de promoteurs, du renoncement sur toute la France de programmes, qui font que nous sommes dans une situation où, après avoir travaillé pendant 3 ans, oui, c'est bloqué au quartier du Port.

Nous sommes en train de relancer, c'est beaucoup de travail, il ne s'agit pas là de notre volonté politique ou de choix politique, c'est factuel, c'est la situation que nous vivons. Oser dire que nous avons 13 pages sur l'international, comment pouvez-vous ignorer la pression sur les pays et ce qui constitue les pays, les collectivités et le gouvernement, de ce qui se passe à l'international.

Jamais nous n'avons vécu, je suis désolé, j'ai quand même autant d'expérience que vous en politique, Monsieur Bataille, je suis la politique depuis un certain temps, j'étais conseiller municipal ici, jamais les communes et les départements n'ont été sujets à une telle crise.

Nous sommes particulièrement fiers de maintenir tout ce que nous avons annoncé à la population, avec la différence que je n'ai jamais annoncé que cela se ferait d'un claquement de doigts en 3 ans et en 6 ans. J'ai toujours dit que la piscine et le gymnase se feront sur un second mandat si l'on nous accorde toujours la confiance, parce qu'il est illusoire, même si l'on avait l'argent, de penser que l'on peut réaliser une piscine et un gymnase en 3 ans, c'est impossible. Nous travaillons toujours sur cette hypothèse.

Vous êtes dans l'opposition, très bien, vous n'êtes pas d'accord avec nos orientations, très bien.

Maintenant, je ne sais pas où vous êtes allés pêcher que l'on voulait un théâtre extraordinaire à Hollander, un théâtre d'envergure nationale à Hollander. Pour le coup, on avait une ambition beaucoup plus modeste, que nous avons réalisée, c'est de réattribuer à Hollander un théâtre à la ville, au conservatoire, où il y a maintenant de vrais cours de théâtre, alors que cela avait été accaparé depuis des années et des années d'une manière scandaleuse par une certaine compagnie qui ne devait rester sur place qu'un an, parce que les compagnies à demeure c'est un an, et pendant 20 ans ils ont empêché d'autres compagnies de profiter d'une structure municipale, pour que d'autres compagnies puissent se réaliser. Nous y avons mis fin, et nous avons construit dans une période contrainte, difficile, que l'on ne cache pas, un joli petit théâtre à taille humaine qui est super et qui, enfin, peut servir aux Choisyennes et aux Choisyens qui veulent faire du théâtre.

Évidemment, on n'a pas du tout la même vue sur cette orientation budgétaire. Cette orientation budgétaire, malgré cette crise internationale qui pèse, malgré cette crise nationale qui pèse, malgré, et vous l'avez dit Monsieur Guillaud-Bataille et je vous rejoins, les menaces qui pèsent sur l'avenir de l'Europe et du monde en général, Madame Francisot l'a également évoqué, c'est-à-dire qu'actuellement, ce ROB qui va nous aider et dont il va sortir le budget primitif, sait-on jamais, il peut peut-être exploser dans les prochains mois. La situation, je suis d'accord avec vous, peut se durcir, mais on ne sait absolument pas où l'on va, parce que nos dotations, nos aides, dont nous avons besoin, une commune, nous ne sommes pas des commerçants qui vendent des produits.

Vous parlez du théâtre, c'est Monsieur Aoummis ou Monsieur Hutin, pardonnez-moi, vous dites que l'on n'a pas appliqué l'inflation, mais on a fait mieux que cela. Cela fait 5 ans que l'on maintient le même budget qu'aucune autre ville ne peut tenir. Toutes les villes ont renoncé. 900 000 euros. Monsieur Bataille, dites-moi les villes qui donnent 900 000 euros à leur théâtre, il n'y en a pas. Toutes les villes qui continuent à avoir un théâtre et un cinéma ont mutualisé leur théâtre et leur cinéma ou l'ont transféré au Territoire. Nous n'avons rien transféré, jamais nous n'allons transférer notre théâtre et notre cinéma, nous le gardons, avec difficulté, et combien de temps cela va durer ? Nous ferons en sorte que cela dure, nous continuons à donner au théâtre cinéma 900 000 euros. Les autres maires avec qui j'en parle me disent que je suis fou.

On peut parler de Morillon et Penthievre, et de votre gestion très avisée sur Morillon comme sur le marché. Que se passe-t-il à Morillon ? Nous sommes suspendus à l'avis du maire de Morillon qui fait passer, qui a déjà fait passer une commission de sécurité, et qui se demande s'il ne va pas nous demander de fermer Morillon, un peu la même histoire qu'avec notre marché du centre-ville où soi-disant le préfet nous avait demandé de fermer. Jamais le préfet ne nous a demandé de fermer le marché du centre. C'est une décision du maire. Les décisions de fermeture, je l'apprends à ceux qui ont écrit certaines choses, dépendent uniquement du maire, ainsi que la réouverture. C'est le maire qui décide. Donc, le maire de Morillon... Oui, je suis désolé, je lis de temps en temps ce qui se passe sur Choisy, le maire de Morillon a fait passer une commission de sécurité parce que sa responsabilité est engagée, bien que Morillon nous appartienne.

Qu'est-ce qu'il se passe à Morillon ? Cela fait des années qu'il y a des problèmes structurels et que rien n'a été fait, pourtant... Écoutez, je suis désolé, cela fait des années, et la preuve est que l'ancienne majorité a mis des témoins sur des cratères qui font au moins 20 cm puisque le bâtiment a vrillé et qu'il n'arrête pas de bouger, et que cela devient plus que dangereux. Comme nous avons une volonté exacerbée de garder nos centres de vacances, nous avons décidé d'investir 900 000 euros rien que pour consolider les fondations, chose qui aurait dû être faite il y a au moins 10 ans. Cela nous tombe encore dessus, la piscine, le marché, la dalle, la cuisine centrale que vous avez décidé de fermer, donc il faut en reconstruire une, et ainsi de suite.

Nous faisons face, toute la majorité, mes adjoints, mon premier adjoint, nous faisons face, dans une situation, je ne vous le cache pas extrêmement difficile. Oui, nous avons sué, nous continuons à suer, nous allons vous le présenter, le budget. On a fait ce ROB, mais nous avons sué, on ne vous le cache pas. Nous commençons à désespérer de pouvoir bâtir un budget sans couper dans les services à la population, et nous ferons tout pour qu'il en soit toujours ainsi. Donc je dis bravo à notre DGS, au DGA, bravo à Madame Francisot, à mes adjoints, bravo à mon équipe municipale, bravo à ma majorité. Nous sommes fiers

aujourd'hui de vous présenter un ROB qui n'insulte pas l'avenir, où tout ce que nous avons annoncé aux Choisyennes et aux Choisyens est dedans. Simplement, nous sommes en France, et il est impossible en France de sortir un équipement communal en 3 ou 4 ans, non ce n'est pas possible.

Peut-être que c'est vous qui vivrez cet avenir, et vous verrez ce que vous pourrez sortir en un laps de temps aussi court. J'espère que sur un deuxième mandat, que ce soit vous ou nous qui le fassions, bien sûr nous espérons vraiment l'avoir et nous pensons, sans fausse modestie, que nous méritons d'avoir un deuxième mandat. Parce qu'avoir fait face à tout ce que nous avons fait face, et aujourd'hui, comme vous l'avez dit, présenter notre avant-dernier ROB et budget plus tard, avant les élections municipales, être capable aujourd'hui, parce que je vous l'annonce nous allons sortir un budget, un budget qui sera équilibré, avec toutes les difficultés que nous avons rencontrées, en étant je vous l'accorde inexpérimenté parce que nous étions sur un premier mandat, nous avons fait mieux, que des communes avec à leur tête des majorités qui avaient 2, 3 ou 4 mandats. Je ne vais même pas les citer parce qu'autour de nous, nous avons des communes dites riches qui toutes ont repoussé le vote de leur budget. Toutes, de gauche ou de droite. Au moins là-dessus, Monsieur Bataille, vous l'avez relevé et c'est exact. Malgré cet effort, nous ne sommes pas à l'abri de revirement et de crève-cœur.

Nous pourrions parler du logement, où rien n'est fait pour le logement, où je m'associe à toutes les demandes qui sont faites envers l'État d'avoir un geste pour les logements. Aujourd'hui, il n'y a rien, notamment sur la baisse de la TVA à 5 %. Cela aussi, c'est une bombe à retardement. J'imagine ce que vous pouvez penser, Monsieur Guillaud-Bataille. Nous construisons, nous construisons, encore faut-il que les entreprises qui doivent construire puissent le faire. On ne se cache pas derrière : ce n'est pas de ma faute, c'est ceci, c'est cela. Si vous contestez la réalité économique... pardon ? Non, je m'exprime.

**M. le Maire :** Nous sommes en train de sauver le Département, Monsieur,

**M. Guillaud-Bataille :** Sauver le Département ?

**M. le Maire :** Oui, Monsieur, nous sommes en train de sauver le Département.

**M. Guillaud-Bataille :** Qui a pris un arrêté qui fait que vous ne subventionnez plus la construction de logement social dans toutes les villes de plus de 40 % ? Au bout d'un moment, cela va bien, Monsieur.

**M. le Maire :** Très bien, je vous ai entendu. Écoutez, cher Monsieur. Cher Monsieur, je reprends la parole. Si vous pouvez prendre la parole quand je vous la donne et éviter d'éructer, ce sera beaucoup plus agréable.

Ce n'est pas l'ordre du jour, nous sommes sur le ROB municipal, vous voulez parler du Département, nous sommes en train de sauver le Département. Ce n'est pas le Département qui décide de ne plus construire, ce sont les bailleurs sociaux qui n'ont plus d'argent. Valophis est en faillite virtuelle, allez consulter les comptes, allez voir le compte d'administration de Valophis. Donc, notre mission sur des équipements, sur des logements vieillissants, comme d'autres bailleurs au Lugo, on en a l'exemple sous les yeux, n'ont jamais rénové ces logements, nous avons une priorité c'est un logement.

Maintenant, si vous faites allusion que l'on ne financera pas du logement social dans des villes qui en ont déjà 40 %, c'est un choix politique que vous ne ferez pas, très bien. Au moins, c'est clair. Nous ne ferons pas d'investissements dans des villes, et je n'en ferai pas à Choisy-le-Roi, alors que nous sommes à... oui, mais nous continuerons à construire du logement social comme nous le proposons à Valophis pour rester sur nos 38 %, d'autres maires de gauche disent eux-mêmes que c'est une limite. À d'autres villes qui ne les ont pas et qui sont à 5 ou 10 % de les faire. Choisy-le-Roi a fait sa part, et j'en rends grâce à la majorité précédente.

Maintenant, il faut sauvegarder ceux qui sont existants, et dans tous nos programmes de construction il y a toujours une part de logements sociaux, voyez-vous, dont les 60 logements sociaux que nous devons reconstruire qui ont été détruits aux Navigateurs. Mais à chaque fois que nous proposons un lieu, notamment dernièrement le boulevard de Stalingrad pour reconstruire ces 60 logements sociaux, Valophis nous objecte qu'il n'y a pas l'équilibre financier. Valophis, ce n'est pas le maire, ce n'est pas le Département, c'est le Conseil d'administration de Valophis, où il y a CNL logement, et je suis le seul qui dit au Conseil d'administration de Valophis : « s'il faut se mettre en déficit, mettez-vous en déficit, Monsieur le Président, parce que Valophis a été créé pour construire du logement social, et je veux qu'il construise des logements sociaux, même si cela doit se traduire en fin d'année par du déficit, on verra alors la décision que prendra l'État ». Je suis parfaitement cohérent et serein là-dessus. J'ai réclamé un plan Marshall pour le logement et je maintiens ce que je dis. Mais à Choisy-le-Roi la part est faite et nous allons sauvegarder ce qui est existant, nous allons maintenir ces 38 % et aider à l'accession, c'est autre chose.

On parle du ROB, mais vous parliez de choix politique, on a des choix différents, chacun proposera à la population sa politique concernant le logement, les Choisyennes et les Choisyens choisiront. C'est la démocratie, c'est de bonne guerre, et cela me va très bien.

Pour revenir quand même au ROB, je pense que nous avons fait un ROB courageux, oui, je le répète, le maître mot, et nous n'arrêterons pas de le tambouriner. Je pense que les Choisyennes et les Choisyens s'en rendent compte, nous allons bâtir un budget qui ne renonce à rien, et s'il y a des choses qui manquent, vous nous le dites, et l'on avisera pour les faire si c'est vital pour la population. Tout ce qui existait avant notre venue a été maintenu et amplifié. Monsieur Aoummis, après on passera à la suite.

**M. Aoummis :** Juste une question. Pour dire qu'il n'y a pas un brin de dénigrement dans les propos que l'on peut tenir par rapport à ce que vous avez présenté, c'est un débat politique, j'allais dire un combat politique, c'est tout à fait normal en démocratie, vous venez de le dire. Monsieur le Maire, par moment, peut-être, vos paroles dépassent vos pensées, parce qu'ici même, quand j'ai dit je vous prends au mot, à titre personnel je note ce que vous dites. Quand vous avez parlé du gymnase, quand vous avez parlé de l'école, vous nous avez bien expliqué que vous n'avez pas d'argent, mais que vous allez le faire. Vous nous avez donné l'exemple du terrain pollué que vous avez acheté 1 200 000 euros aux Gondoles. Je n'avais pas d'argent, je l'ai acheté, miracle, et sur le reste des projets structurants de la Ville, vous l'avez dit, et j'ai les dates des conseils municipaux. C'est juste pour dire que, par moment, les paroles dépassent la pensée.

J'ai une question, Monsieur le Maire, pour comprendre les choses. Vous avez parlé de 3 000 arbres plantés. Dans le ROB, il y a 1,5 million alloué à la plantation des arbres. Est-ce



que vous arrêtez là, où ce plan continue jusqu'à 2026 ? Est-ce que vous êtes à 3 000 arbres plantés, ou au-delà ?

**M. le Maire** : Dans le programme, il y avait le désir de planter 5 000 arbres. Confirmation de Monsieur Id Elouali, dans notre programme il y avait 5 000 arbres, nous sommes à 2700. Nous désirons pouvoir aller jusqu'à 5 000, mais comme je l'ai dit à Monsieur Hutin, on s'est heurté à des impossibilités techniques. Nous aurions souhaité que chaque rue possède des arbres, mais il y a une réglementation qui fait qu'à minima on doit laisser 1 m 40 pour le passage des piétons, ce qui rend impossible de planter des arbres. Ce n'est pas pour vous prendre à défaut, Monsieur, et je pose la question à tous les conseillers municipaux : si vous repérez des endroits où l'on peut planter des arbres, trottoir ou pas trottoir, nous sortirons le budget pour essayer d'y parvenir. Si au mois de septembre, on peut planter 2 000 arbres d'un coup, on le fera. Le souci, c'est que l'on est confronté à cette technicité, à la faisabilité technique. Mais non, Monsieur Aoummis, on ne veut pas s'arrêter là, on va continuer, vous même si vous avez des lieux, voilà.

Pour revenir à ce que vous avez dit précédemment, je ne vous contredis pas sur ce que vous avez noté, sur ce que j'ai dit. La seule chose, c'est que je n'ai jamais dit que je ferais cela sur un mandat, à fortiori sur un mandat qui est quand même limité plutôt à 3 ans, sans compter les 5 mois que l'on nous prend parce que le deuxième tour a été reporté, qu'on ne nous redonne pas nos 5 mois alors que c'est anticonstitutionnel, mais c'est ainsi. Mais sinon, oui, Monsieur Aoummis, je l'ai dit et nous le ferons, nous le ferons pourvu que l'on nous accorde confiance, nous le ferons ou j'espère que vous le ferez. Mais on ne peut pas le faire en 3 ans, j'ai toujours dit cela, je le maintiens et ce sera fait, voilà. Il faut le temps au temps. On verra bien. Merci.

Est-ce que l'on passe au vote ? Je m'exprime, est-ce que l'on passe au vote, il ne s'agit pas de l'acceptation du ROB, mais de voter que le débat a eu lieu. Il faut quand même voter que le débat a eu lieu. Si l'on peut passer au vote ou pas, vous me dites. On peut voter.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? On peut acter qu'il y a eu débat, et même débat contradictoire, et je vous en remercie.

*Vote de la délibération n°25 004*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 004 est adoptée à l'unanimité.*

**M. Le Maire :** Si vous n'êtes pas contre, Monsieur Id Elouali a des obligations imprévues, il nous a demandé de passer tout de suite les délibérations qu'il doit présenter, ce qui ne change pas grand-chose, ensuite il est obligé de s'absenter. Je donne la parole, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, pour délibérations présentées par Monsieur Id Elouali.

## **URBANISME**

### **→ Approbation de l'étude Zéro Artificialisation Nette (ZAN)**

**M. Id Elouali :** Je vais commencer par l'approbation de l'étude Zéro Artificialisation Nette, le ZAN. C'est la 9. Je vous remercie d'avoir accepté, je dirais, ce réaménagement de l'ordre du jour de la soirée, je vous suis reconnaissant.

Il y a 4 délibérations que je vais présenter, je vais commencer par l'approbation de cette étude qui découle, suite à la réforme, qui vise à atteindre zéro artificialisation nette pour 2050. Notre commune a l'obligation d'établir un rapport au moins tous les 3 ans qui présente le rythme de l'artificialisation sur son territoire. L'objectif, bien sûr, était de préserver et d'entretenir la biodiversité à l'échelle nationale, je rappelle que l'on est dans une démarche nationale à laquelle la Ville doit se soumettre. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de la commune suivi d'un vote.

Ce qu'il faut surtout retenir c'est que ce rapport local de suivi de l'artificialisation des sols à Choisy annonce que la consommation brute d'espaces verts à Choisy depuis 2011 s'avère modérée, c'est une bonne nouvelle. Je dis bien modéré, par rapport notamment au ratio des autres villes avoisinantes qui est bien supérieur à celui de la Ville. Le ratio concernant notre ville depuis 2011 atteint à ce jour 0,64 hectare, soit 6 400 m<sup>2</sup>, un peu plus de 0,1 % de la superficie de la commune. Ces superficies, plutôt ces parcelles, ont été destinées pour 1/3 à l'activité, à 1/3 aux infrastructures routières et pour un dernier tiers à des usages mixtes. Ce qu'il faut aussi noter c'est que, pour l'avenir, il devrait y avoir peu de changements, car le zonage de notre PLU ne compte aucune parcelle correspondant à des espaces agricoles ou forestiers, et par ailleurs le zonage N, dit espace naturel, concerne uniquement le parc interdépartemental des sports de Choisy Paris Val-de-Marne.

Voilà ce qu'il en est de ce rapport que l'on doit soumettre à débat, si besoin, si débat ; s'il n'y a pas débat, on peut passer directement au vote.

**M. Guillaud-Bataille :** C'est une question, je crois, qui doit nous alerter. Effectivement, la commune de Choisy n'est pas très consommatrice en termes d'artificialisation des sols. Cela nous permettra peut-être pour les prochaines municipales d'éviter les procès en bétonisation dans tous les sens, de constater cela ensemble aujourd'hui.

Par contre, je veux faire part de deux inquiétudes, une qui ne concerne pas spécifiquement notre commune, mais qui doit nous inquiéter toutes et tous au vu de l'environnement dans



lequel nous évoluons, puisqu'il a été démontré et révélé lors de l'adoption du Schéma directeur de la Région Île-de-France environnemental, qui est censé préparer cette zéro artificialisation nette pour 2050, qu'en fait, les mécanismes et dispositifs arrêtés dans ce S-DRIFE par Madame Pécresse prévoyaient de ne pas les respecter et de ne pas atteindre ces objectifs. Cela a été d'ailleurs retoqué par la préfecture qui a dit : « attendez, vous jouez au bonneteau et en fait à la fin vous ne respectez pas la ZAN ». Je crois qu'il est important, évidemment, de faire ce que l'on peut au niveau de notre commune, mais d'avoir un œil sur le fait qu'ailleurs certains ne sont pas aussi vertueux.

Le deuxième point concerne directement notre commune, quoique ce ne soit pas une décision de notre Conseil municipal. Je suis très inquiet, vous l'avez noté, le seul espace N, naturel, est le parc interdépartemental de Choisy. Or, le Département du Val-de-Marne dans lequel siège Monsieur le Maire décide a priori dans son ROB d'abaisser la subvention allouée au parc interdépartemental de Choisy. Ce faisant, parce que les parcs interdépartementaux ont des règles de gestion un peu complexes, cela fait que la Ville de Paris va être obligée, elle aussi, de se mettre au diapason et de baisser sa subvention, ce qu'elle n'avait pas prévu. C'est une obligation légale de gestion de ce genre d'espace. Je trouve vraiment inquiétant, on peut tous dire sur les économies, etc., etc., que le Département s'apprête, en gros, à décider de moins investir dans ce poumon vert qui ne concerne pas que Choisy-le-Roi quand même. Le parc interdépartemental sert bien au-delà de Choisy-le-Roi. Cette baisse d'engagement du Département où vous siégez, Monsieur le Maire, quand même, dans la majorité qui plus est, en plus entraîne d'autres à faire un choix équivalent. Je trouve cela très dommageable et très inquiétant pour cet espace auquel, au-delà des autres, les Choisyennes et Choisyens sont particulièrement attachés, on peut le dire tranquillement, à grande raison.

Je voulais pointer ces deux éléments qui, pour moi, sont source d'inquiétude, que l'on ne continue pas d'investir dans ce parc interdépartemental.

**M. Id Elouali :** Je note la remarque sur l'aspect vertueux des autres collectivités, et je vous invite à la garder en tête pour la délibération qui va venir juste après, on en reparlera, donc ne quittez pas comme on dit à la télévision. On passe d'abord au vote, et je reviens vers vous,

**M. Le Maire :** à moins qu'il y ait d'autres interventions ? Bien sûr que je suis élu au Département, et je ne cache pas mes responsabilités. Je vais vous dire une petite chose, qui va se vérifier tout à l'heure, c'est que lorsque l'on siège dans une majorité, on peut ne pas être d'accord, avoir des avis différents ou, comment dire, on souhaiterait que des choses soient présentées autrement. Pour autant, on appartient à une majorité, une majorité qui fait face, le Département du Val-de-Marne est le 4<sup>e</sup> Département le plus endetté de France et le plus en difficulté.

Donc, sur ce que vous dites, Monsieur Guillaud-Bataille, c'est exact, mais il y a deux solutions qui s'offrent à nous et qui s'offrent à tous les départements de France, c'est ne plus rien financer ou sauver ce qui peut être sauvé, et nous sommes en mission de sauvetage. S'il y a d'autres solutions, nous sommes preneurs des autres solutions. C'est factuel, le 93 est dans le même cas, c'est même encore plus dramatique que le 94.

Tous les présidents de départements, toutes sensibilités confondues, ont écrit au Président et au Premier ministre pour se préoccuper de la situation du Département. Nous sommes de

plus en plus nombreux à penser, et je pense qu'avec Monsieur Guillaud-Bataille on peut se rejoindre là-dessus, on commence par se demander si cet étouffement des départements n'est pas une volonté secrète, en fait, de fermer et d'anéantir les départements. Tous les présidents de Département réagissent de concert pour éviter cela, il n'en reste pas moins vrai que pour faire telle et telle chose, comme dans une famille, il faut de l'argent, quand l'argent n'est plus là, il faut faire des choix.

Ces choix que nous avons faits au Département comme nous les faisons à la commune, c'est de préserver tout ce qui existe, à la commune on n'a même pas baissé, mais oui, au Département, il y a des choses qui ont baissé. Je pense que nous pouvons effectivement le regretter, mais si rien ne change, on va dans le mur, et c'est là-haut que cela doit changer. Ce n'est pas pour se cacher, ce n'est pas pour fuir ses responsabilités, c'est factuel. On est dépendant des dotations, c'est encore près de 10 millions d'euros que l'on enlève au Val-de-Marne sur la loi de finances, ce n'est pas rien.

C'était juste un aparté, on passe au vote s'il n'y a pas d'autres interventions. Il n'y en a pas.

Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 005*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 005 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation arrêt du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)**

**M. le Maire** : Le prochain point, c'est le PLUI ?

**M. Id Elouali** : Exactement, Monsieur le Maire, chers collègues. Est-ce que l'on peut donner le numéro ? 10, merci beaucoup.

Souvenez-vous, le PLUi, je suis venu ici pour vous dire qu'il a été lancé par le Territoire le 26 janvier 2021, souvenez-vous également que le 4 avril 2023, l'EPT a acté le projet d'aménagement et du développement durable, le PADD. Que de noms barbares. Enfin, il a arrêté, toujours le Conseil de notre Territoire, le T12, par délibération du 17 décembre 2024, le bilan de la concertation et le projet de plan local d'urbanisme valant zonage pluvial. C'est ce qui nous intéresse ce soir.

La présente délibération a pour objet de rendre un avis sur ce projet qui a été arrêté le 17 décembre 2024, comme je viens de le dire. La version arrêtée, ce qu'il faut retenir parce que c'est une délibération particulièrement technique, j'ai essayé de résumer cela en quelques lignes pour l'assemblée, la version arrêtée aura les effets suivants sur notre commune : développer un zonage mixte permettant la requalification du quartier Lugo, accompagner une requalification et une harmonisation des fronts urbains sur les grands axes du territoire, je pense notamment à l'avenue Victor Hugo, à l'avenue Jean Jaurès, au Lugo comme je viens de le dire, conforter les règles d'urbanisme pour les zones d'aménagement concerté qui sont présentes sur la commune, je pense bien sûr la ZAC du Port, mais aussi à la ZAC des Navigateurs, conserver les surfaces d'espaces verts de pleine terre pour tous les zonages de la commune, c'est important et je vous invite à retenir également cette conséquence. Enfin, préserver les zones pavillonnaires et le patrimoine communal identifié.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil ce soir d'émettre un avis, sous réserve de réfléchir à un mécanisme, j'attire votre attention parce que c'est une réserve importante que l'on aimerait transmettre au Territoire, c'est-à-dire sous réserve de réfléchir à un mécanisme, introduire dans le règlement, pardon c'est la fatigue, des zones non pavillonnaires permettant aux maires de refuser le permis de construire aux projets aggravant la carence en espaces verts dans un périmètre de 10 m<sup>2</sup> d'espaces verts publics accessibles à 10 min à pied de son domicile ou de son lieu de travail par habitant. C'est une réserve qui nous semble importante.

Enfin, approuve la demande de correction de pièces techniques de la commune de Choisy-le-Roi telle qu'elle est jointe en annexe. Nos services ont identifié un certain nombre de coquilles que le Conseil doit prendre en compte pour sa version définitive, et rappelle qu'il peut être sursis à statuer, autrement dit donner le droit aux maires de sauvegarder ou en tout cas de refuser toute demande d'urbanisme ou projet d'aménagement susceptible de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution du PLUI. Merci.

Voilà ce qu'il en est pour la délibération que je présente et que notre groupe, je le dis, Monsieur le Maire...

**M. le Maire** : On va attendre. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Écoutez, j'ai lu avec attention ces documents. Juste pour vous dire que nous allons émettre un avis favorable avec vous, nous allons voter cette délibération, et j'espère que les maires au niveau du Territoire qui, jusqu'ici, ont refusé ces modifications sauront entendre et ne pas mettre leur veto comme ils l'ont fait dans un premier temps.

**M. le Maire** : Monsieur Guillaud-Bataille, bien sûr nous avons voté ensemble au Territoire, et ce qui se joue ici, parce que là-dessus je respecte, Monsieur Id Elouali va vous expliquer pourquoi il ne va pas voter finalement, ce n'est pas un désaccord entre nous, pas du tout.

C'est simplement parce qu'il est dans un groupe au Territoire qui a voté contre. Cela m'interpelle, mais bon, je peux comprendre les raisons qu'il évoque, mais il arrive un moment où au Territoire il y a eu un consensus où nous avons voté ensemble, au-delà de nos sensibilités.

Là où l'on est très fier, Monsieur Id Elouali et moi, et même l'ensemble de Choisy-le-Roi, c'est que la modification 7 du PLU de Choisy-le-Roi a été montrée en exemple et a servi pour une très large part à l'élaboration du PLUi. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est l' élu qui était chargé du PLUi qui nous rend cet hommage. On est très content, et il est extrêmement important de voter pour ce PLUi qui a été voté de toute façon au Territoire, qui sera applicable, parce qu'après il y a l'enquête publique, qui sera applicable en septembre-octobre.

Monsieur Id Elouali émet quelques réserves que je pourrais partager, parce que si l'on peut avoir plus parce que l'on est parfaitement en phase sur tout ce qui est développement durable, végétalisation, espaces verts, etc., mais il y a un moment où ce PLUi représente un travail consultatif, coopératif, qui a trouvé l'assentiment, il faut quand même le souligner, d'une très large majorité au Territoire. Personnellement, je comprends que Monsieur Id Elouali, je le laisse s'expliquer, je comprends son vote, on en a discuté.

Nous, nous allons bien sûr voter pour parce qu'il faut saluer ce travail, récompenser tous ceux autour de la table qui ont travaillé là-dessus, et surtout ce qui se met en place, parce que, par exemple, on parlait du Lugo : c'est grâce au PLUi que l'on va pouvoir résoudre le problème du Lugo et des habitants là-bas.

Monsieur Id Elouali va prendre la parole.

**M. Id Elouali :** Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. En effet, comme l'a rappelé Monsieur le Maire, au Territoire notre groupe a voté contre cette délibération parce que l'on pense, et je pense, et ce n'est pas simplement une question de discipline de groupe, c'est une vraie conviction, que ce PLUi reste malgré tout le travail et tous les efforts qui ont été faits largement en dessous et en deçà des enjeux et de la crise climatique qui nous frappe et qui nous frappera davantage.

Monsieur Guillaud-Bataille, vous venez de dire tout à l'heure en parlant justement du ZAN, et vous l'avez bien souligné, que vous regrettiez et je le regrette avec vous que d'autres villes, d'autres communes, ne soient pas aussi vertueuses, ne soient pas aussi exemplaires que la nôtre. Justement, c'est au nom de cela que l'on ne veut pas, que l'on refuse de voter cette délibération, parce qu'elle ne fait que, le Territoire aujourd'hui, c'est bien, c'est une coopérative de communes, mais malheureusement ne fait qu'acter ce que les maires, ce que les communes souhaitent ou consentent. Forcément, on a des divergences là-dessus, c'est-à-dire que l'on pourrait attendre de cette instance de tirer un petit peu le travail vers le haut vu les enjeux, etc., le Territoire aujourd'hui est une sorte de chambre d'enregistrement qui ne fait qu'acter ce qui est déjà acté par les maires, de gauche ou de droite d'ailleurs, par rapport à ces questions.

Tout cela nous amène à une explication de vote, on va voter contre et je vais vous lire pourquoi, cela ne va pas durer longtemps, cela va durer quelques minutes tout au plus.

« Si le SCOT voté par 96 % des communes de toute tendance politique prend en compte la crise climatique et la nécessité d'améliorer pour tous la qualité de vie, il en va tout autrement pour le PLUi arrêté par le Conseil.

En effet, les espaces de pleine terre nécessaires à l'écoulement des eaux pluviales sont faiblement protégés, contrairement au PLU de la Ville, je le souligne, contrairement à l'exemplarité dont fait preuve le PLU de notre Ville, les espaces de pleine terre nécessaires à l'écoulement des eaux pluviales sont faiblement protégés, laissant le champ libre à des constructions toujours plus denses en rapport avec le ZAN. Une fois de plus, cela permet de bétonner pour continuer à grignoter les espaces verts, les zones inondables restent le plus souvent constructibles malgré les risques démontrés par les récentes inondations survenues sur le territoire ; encore une fois, ce PLUi, c'est un permis de construire dans des zones inondables. Les risques liés au gonflement, rétractation des sols argileux, ne sont que peu pris en compte malgré la multiplication des fissures ou des fissurations de constructions de certaines communes, dont la nôtre, je le rappelle. On reçoit des courriers des gens, des habitants qui se plaignent malheureusement de ces phénomènes. Le patrimoine arboré malmené ces dernières années reste peu protégé, alors que l'on sait maintenant son rôle majeur dans la régulation des températures en milieu urbain.

Enfin, c'est important, l'objectif de permettre à chaque habitant d'accéder à des espaces verts à proximité de son domicile prescrit par l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, comme un objectif majeur de santé publique ne se traduit pas dans le règlement définitif, laissant les habitants sans protection réelle contre le développement d'un urbanisme toujours plus dense et de moins en moins vivable.

Enfin, ce PLUi qui devait être un rempart contre la bétonisation, c'est ce que je disais tout à l'heure, sur le fait que le Conseil de Territoire, alors qu'il devait jouer un rôle de rempart et vraiment, Monsieur Guillaud-Bataille, c'est en cela que je vous réponds également, vous disiez que ce serait bien que le Conseil, enfin que les autres communes puissent être plus vertueuses, malheureusement notre T12, en l'occurrence au départ une belle idée que de dire c'est une coopérative de villes, malheureusement c'est une coopérative de villes qui débouche bien souvent sur le statu quo, puisque c'est une coopérative de villes, puisque c'est une instance qui ne fait qu'acter ce qui est déjà existant. Elle n'a pas vraiment, je dirais, de rôle plus prescriptif, plus leader, que cela.

J'espère que l'on est d'accord sur ce principe, encore une fois qui était au départ un principe, je termine. C'est pour toutes ces raisons que notre groupe va voter contre cette délibération ».

Merci.

**M. le Maire** : Merci à vous, Monsieur Id Elouali. Monsieur Guillaud-Bataille. Je ferai mon intervention après. Allez-y, Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Je vais être très court. Il y a un élément que je ne comprends pas : on vote favorablement à cette délibération, c'est-à-dire que c'est un avis favorable avec les remarques qui sont formulées dans la délibération. Donc je ne comprends pas votre positionnement, Monsieur le Premier Adjoint, puisqu'en gros, il y a les amendements que vous souhaitez voir au PLUi dans la délibération proposée par la municipalité et que peut-être un vote unanime lui donnerait plus de force. Je ne comprends pas votre positionnement.

Nous, ce qui fait que l'on se dit que l'on va voter pour, c'est juste parce qu'il y a des demandes de modification intégrées. C'est juste pour que l'on se comprenne bien.

**M. Id Elouali** : Très bien. Écoutez, c'est une position de principe, on ne peut pas acter, je veux dire que l'on vote contre tout en demandant ces réserves.

On ne peut pas en l'état, en tant que force écologiste, voter favorablement une copie qui est en dessous, mais largement en dessous, des enjeux climatiques. Encore une fois, je ne sais plus, c'était Valence, les inondations ? Oui. Malheureusement, c'est encore dans les mémoires et, croyez-moi, on peut aisément et malheureusement parier que ce ne sera pas la seule ville.

C'est un signal fort que l'on a envie d'envoyer au Territoire et aux communes membres de ce Territoire-là pour qu'elles se réveillent un peu.

**M. le Maire** : Monsieur Aoummis a demandé la parole.

**M. Aoummis** : Monsieur le Maire, pour dire que nous allons voter favorablement cette délibération que nous trouvons très bien, elle implique un certain nombre de réserves qui sont de bon sens, il y a déjà un pas en avant en direction évidemment de l'environnement.

Ce débat me fait penser à un autre débat de ceux qui parlent de la fin du monde à des gens qui pensent la fin du mois. Voilà, c'est le même débat.

Il y a des avancées qui sont avérées et cette délibération le montre très bien. Il y a aussi des impératifs de développement, de construction. La Région Île-de-France, la première d'Europe, je l'ai dit tout à l'heure, est en déficit de logements considérable, donc il faut bien prendre en considération le logement des gens, l'habitat, où les gens, des êtres humains, vont pouvoir habiter tout simplement. C'est un luxe que peut-être nous avons tous parce que nous sommes soit propriétaires, soit locataires, mais beaucoup de gens ne sont pas dans ce luxe-là.

Il y a aussi tout ce qui relève de l'économie, évidemment le développement économique c'est important, cela fait vivre tout le monde, cela fait vivre aussi les collectivités, c'est important.

Je pense, et nous pensons que cette délibération va dans le bon sens et c'est pour cela que nous la votons avec grand plaisir.

**M. le Maire** : Je vous remercie de vos interventions que je partage. Bien sûr, nous allons voter pour, et ce n'est pas faire injure à mon premier adjoint, Monsieur Id Elouali... allez-y, en principe c'est le maire qui conclut puis l'on vote, mais vas-y, vas-y, on t'a bien compris.

**M. Id Elouali** : Merci beaucoup. Je pense que l'on ignore de quoi il s'agit là, sincèrement, ce que je viens d'entendre, j'aimerais quand même réagir.

Il s'agit de parler d'un monde vivable pardon, Monsieur le Maire, il s'agit de parler d'un monde vivable. Quelle vie peut-on encore avoir quand il y a des crises climatiques qui touchent en premier lieu les populations les plus fragiles parmi nous ? C'est surtout de cela qu'on parle, parce qu'encore ce débat de fin du monde, c'est le même, je dirais fin du monde et fin des mois, c'est même combat. Je rêve, enfin c'est le même combat.



On parle de qui ? On parle d'un territoire qui est majoritairement pauvre, alors on fait quoi ? On les fait vivre pauvrement ? Ce n'est pas parce qu'ils sont pauvres qu'on leur refuse la qualité de vie. La qualité de vie, quand j'entends parler de la Région Île-de-France, mais la Région Île-de-France étouffe, je ne sais pas si vous connaissez ce que c'est que la diagonale du vide, il y a la diagonale du vide en France, il y a des contrées tout entières, des zones de France tout entières, désertes, et qu'il faudrait faire vivre.

Je tenais absolument à dire ce qui est en question, c'est l'habitabilité du monde et de notre société.

**M. le Maire :** Comme je l'ai dit, je vais faire une conclusion de consensus, parce que pour moi c'est de cela qu'il s'agit. Je suis sûr qu'autour de cette table on est tous d'accord avec ce que tu viens d'expliquer.

Par contre, il y a eu un travail au Territoire auquel je rends hommage, où les gens dans leur diversité ont réussi, cela a été 3 ans de boulot, 3 ans de travail sur lesquels on a réussi à s'accorder sur des progrès notables, importants, qui n'existaient pas avant. Si je ne prends que les 30 % de pleine terre qui ont été... oui, mais attends, non, Ali, je t'ai laissé, s'il te plaît. Ce que je veux dire par là, bien sûr, et je rejoins Monsieur Guillaud-Bataille, il y a quelques villes qui effectivement n'ont pas joué le jeu et je le regrette, mais justement ce n'est pas parce que quelques villes n'ont pas joué le jeu qu'il faut jeter le bébé avec l'eau du bain.

On va y aller pas à pas, il y a un progrès notable, le vote de ce PLUi à Choisy-le-Roi, notamment, va nous permettre, et cela arrive très vite, de régler par exemple le problème du Lugo.

Ce qu'a exprimé Ali, et du logement en général ce qu'a exprimé Monsieur Aoummis, une fois que c'est voté, ce combat ne s'arrête pas là, tous ensemble nous allons continuer à faire évoluer le PLUi qui sera modifiable dans les 2 ans de sa mise en place avec tout ce que tu as dit. Ce combat, on peut le mener ensemble. C'est pour cela que je comprends, pour avoir une cohérence avec ton groupe au Territoire, nous-mêmes nous avons une cohérence parce que nous avons voté au territoire après avoir travaillé ensemble, tous les groupes nous avons travaillé ensemble, toutes les villes ont été consultées, quelques villes ne veulent pas entendre raison, cela ne doit pas annuler les efforts de cette majorité de villes qui avancent ensemble dans un but dont on peut être quand même satisfait, qui modifie, qui corrige, beaucoup de choses qui n'existaient pas avant.

Mais comme vous le dites, Monsieur Guillaud-Bataille, nous avons mis aussi toutes ces réserves, on voudrait bien aussi, c'est toujours possible d'apporter les réserves que nous mentionnons, qui ressemblent, qui rejoignent les tiennes, il est toujours possible de les faire adopter, et l'on va continuer à le demander. Pour autant, valider le travail qui a été fait et voter pour, moi, je me réjouis qu'il y ait une majorité parce que cela a été un gros boulot et qui donne satisfaction aux maires raisonnables de bonne volonté de tout le territoire.

Si vous le voulez bien, on va procéder au vote. On commence. Y a-t-il des votes contre ? Vous comptez, parce qu'il y a des... C'est le groupe des Verts. Abstentions ? Non. Les votes pour ? Vous avez pu compter ? D'accord, donc les résultats ? C'est adopté à la majorité.

Merci de ce beau moment de démocratie, d'échange. Mais, Ali, nous allons continuer ensemble ce combat, y compris avec vous, parce que nous sommes tous conscients de

l'état de notre planète et de ce qu'il faut améliorer, mais il y a aussi cette réalité du logement qu'on ne peut pas bloquer. Merci à vous.

*Vote de la délibération n°25 006*

Ont voté pour : 31

MM. PANETTA Tonino, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.MARQUES Henrique, , Mme LANTERNIER Lucie, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, CHASSAY Laurent, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 10

M. ID ELOUALI Ali, M. CHALBI Yacin, Mme HACHE Bénédicte, Mme FONTAINE Sabrina, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian.

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 006 est adoptée à la majorité.*

## **TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

**→ Approbation de la convention partenariale avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) - Agence de l'énergie**

**M. le Maire** : Tu présentes le dernier point. Tu en as encore deux ? Vas-y, alors.

**M. Id Elouali** : Merci, parfait. Je présente le 14 et ensuite le 16. Merci beaucoup. Je dirais que c'est une convention que l'on connaît tous ici au sein de notre enceinte avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, le CAUE.

Très rapidement, ce que je peux vous dire, ce qu'il faut retenir, c'est que le bilan des 3 années de convention montre une évolution constante des rendez-vous-conseils avec cette association. En moyenne, près de 115 rendez-vous-conseils sont réalisés chaque année, ce qui n'est pas rien ; 18 copropriétés de Choisy sont inscrites sur Coach copro, l'accompagnement se déroule généralement sur plusieurs années. En complément des rendez-vous-conseils, les Choisyens bénéficient également de la permanence téléphonique journalière qui est effectuée par l'Agence de l'énergie. Voilà ce qu'il en est.

La convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable 2 fois maximum par tacite reconduction, pour une durée maximale de 3 ans, moyennant le versement d'une contribution annuelle de 9 100 euros. Il est demandé au Conseil d'approuver ladite

convention qui acte le partenariat entre notre commune et le CAUE, Agence de l'énergie, et autoriser le Maire ou son représentant à la signer.

Je vous remercie.

**M. le Maire :** C'est un partenariat ancien, on est là dans la continuité, qui donne toute satisfaction.

Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je ne pense pas. Vote contre ? Non. Abstention ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*Vote de la délibération n°25 007*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 007 est adoptée à l'unanimité.*

#### **→ Concours des jardins familiaux : attribution des prix pour les lauréats et règlement du concours municipal**

**M. le Maire :** Le point 16.

**M. Id Elouali :** Merci, Monsieur le Maire, chers collègues. Il s'agit de l'attribution des prix pour les lauréats et de présenter le règlement du concours municipal. Très rapidement, l'objectif de ce concours est d'inciter les jardiniers des jardins familiaux à contribuer davantage à la vie du site en prenant des initiatives, des actions collectives ou individuelles, pour améliorer l'esthétique de leur parcelle et la bonne tenue des espaces communs.

J'aimerais juste faire observer qu'au départ on avait sur ces parcelles de jardins familiaux seulement 15 Choisyens bénéficiaires, aujourd'hui nous sommes à 50 et je m'en réjouis. Avec la division des parcelles, plus de 50 % des occupants sont des Choisyens, et la priorité reste toujours celle de donner à chaque parcelle un occupant Choisyens. Les bons d'achat

pour encourager l'achat local seront auprès des commerçants locaux, histoire aussi que l'on reste dans un système, un peu dans une économie circulaire.

Voilà ce que je peux vous dire concernant ce que je présente, concernant le concours des jardins familiaux.

**M. le Maire** : Très bien. Y a-t-il des interventions sur ce point ? Non. Je pense que c'est une bonne chose.

Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 008*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 008 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Monsieur ID Elouali, vous pouvez donc disposer.

**M. Id Elouali** : Merci, chers collègues, merci pour votre attention. Je vous souhaite une bonne soirée.

**→ Approbation de l'avenant N°1 à la convention pour l'installation et exploitation d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques**

**M. le Maire** : Nous revenons à l'ordre des délibérations. Je vais donner maintenant la parole pour le point 5 à Madame Sushma Ostermeyer.

**M. le Maire** : En fait, on finit la trilogie, donc le point numéro 15, et je donne la parole à Monsieur Christian Bolle.

**M. Bolle-Dalliah** : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues. Ce point numéro 15 concerne la convention d'occupation du domaine public pour l'installation des stations de bornes de recharge de véhicules électriques.

Comme vous le savez, depuis maintenant 2 ans, notre collectivité est dotée de 3 stations de bornes de recharge. Face au succès rencontré sur ces 3 premières stations, nous avons travaillé avec Metropolis qui est le partenaire de la Métropole du Grand Paris qui positionne ces différentes stations sur tout l'ensemble du territoire métropolitain pour augmenter notre cheptel, je dirais, de bornes de recharge, et aller sur la possibilité d'implanter une nouvelle station sur le quartier Choisy sud. Pourquoi Choisy sud ? Parce que c'est un quartier en plein renouvellement urbain, comme vous l'aurez identifié, et sur lequel il y avait un vrai manque.

L'objet de la délibération ce soir est d'autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant de la convention pour inclure cette 4e station, l'objectif étant qu'elle puisse sortir de terre d'ici septembre, l'automne 2025.

Merci à vous.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Bolle. Y a-t-il des interventions ? Non. Des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 009*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 009 est adoptée à l'unanimité.*

## CONSERVATOIRE

→ **Approbation de la convention de partenariat avec les hôpitaux Paris Est Val-de-Marne pour l'organisation d'ateliers culturels et thérapeutiques à destination d'un groupe de patients**

**M. le Maire** : Nous reprenons avec le point 5 qui concerne le conservatoire, c'est Madame Ostermeyer qui nous présente ce point.

**Mme Ostermeyer** : Très rapidement. Bonsoir à toutes et tous, bonsoir Monsieur le Maire. Je vous présente ce point qui soumet à votre approbation une convention de partenariat avec les hôpitaux de Paris Est Val-de-Marne et notre commune, afin de faire bénéficier un petit groupe de patients de l'hôpital de jour « Un Jour Bleu » de Choisy-le-Roi d'ateliers culturels et thérapeutiques.

Les obligations sont définies dans cette convention qui sera valable pour une durée d'un an et qui sera peut-être reconduite bien sûr.

Je vous propose, comment dirais-je, d'approuver cette convention pour que Monsieur le Maire puisse la signer.

**M. le Maire** : Des interventions ? Non. Des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Merci pour cette belle délibération très utile.

*Vote de la délibération n°25 010*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 010 est adoptée à l'unanimité.*



→ **Modification du règlement intérieur du conservatoire d'arts plastiques, danse, musique et théâtre**

**M. le Maire :** C'est toujours Madame Ostermeyer, nous avons une modification du règlement intérieur du conservatoire que Madame Ostermeyer va nous expliquer.

**Mme Ostermeyer :** Enfin expliquer, c'est juste une adaptation du règlement intérieur au nouveau fonctionnement, enfin au nouveau fonctionnement, au fonctionnement du conservatoire d'aujourd'hui, avec les effectifs d'aujourd'hui. Il y a les ajouts, les précisions, qui sont explicités dans la note.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver ce projet de règlement intérieur et d'autoriser le Maire à le signer, merci.

**M. le Maire :** Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 011*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M. COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M. DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M. CHALBI Yacin, M. MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 011 est adoptée à l'unanimité.*

## **POPULATION**

→ **Rapport d'activité du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne 2023 (SIFUREP)**

**M. le Maire :** Nous passons au rapport d'activité du syndicat, le SIFUREP, comme c'est écrit en entier, le fameux SIFUREP. Monsieur Vasco Coelho, qui est passionné par la question, va nous présenter ce rapport.

**M. Coelho :** Merci, Monsieur le Maire. C'est bien triste, tout ce que je vais vous dire, c'est bien triste, mais enfin bon, il le faut. Le SIFUREP, syndicat mixte créé en 1905, a pour mission d'organiser, gérer, et contrôler le service public funéraire. En 2023, il compte 111 collectivités adhérentes sur le territoire de l'Île-de-France.

Les chiffres clés pour 2023 : les recettes réelles de fonctionnement représentent un total de 1 255 297 euros, elles sont constituées des frais de contrôle versés par les délégataires à titre de contrats de délégation de service public conclus par le syndicat, de la cotisation annuelle des communes adhérentes, des cotisations à la centrale des achats, ainsi que de la souscription aux différents marchés.

Concernant la section d'investissement, les recettes totales s'élèvent à 130 906 euros et sont constituées en totalité par les amortissements de remboursement des investissements pour le cimetière de Villetaneuse, le résultat d'investissement à reporter, le fonds de compensation pour la TVA et l'excédent de fonctionnement capitalisé.

Les dépenses du syndicat. Pour 2023, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 1 034 523 euros, constitués essentiellement par les charges à caractère général qui représentent les dépenses nécessaires à l'administration du syndicat et à l'accomplissement de ses missions, les charges de personnel et les autres charges de gestion courante, ainsi que les dépenses exceptionnelles. Les dépenses d'investissement s'élèvent pour leur part à 83 880 euros.

En 2023, le concessionnaire OGF a procédé à 5329 obsèques contre 4966 en 2022, dont 1406 au tarif tarifaire négocié par le SIFUREP. 684 familles ont bénéficié du forfait inhumation, et 722 familles ont bénéficié du forfait crémation. 270 obsèques ont concerné les personnes dépourvues de ressources suffisantes, 135 obsèques ont concerné les enfants de moins d'un an qui sont gratuits, à titre gratuit ces enfants.

Les équipements funéraires. Le SIFUREP gère 7 contrats de délégation de service public d'équipement de proximité, 5 crématoriums, et 2 chambres funéraires. On dénombre 9619 crémations en 2023 sur les 5 équipements gérés par le syndicat : crémation Mont Valérien à Nanterre, concessionnaire OGF, 2163 crémations. Crématorium du Val de Bièvre à Arcueil, concessionnaire OGF, 1547 crémations. Crémation du Parc à Clamart, concessionnaire OGF, 2507 crémations. Crématorium de Champigny, concessionnaire la SEM funéraire de la Ville de Paris, 1971 crémations. Crématorium de Montfermeil, concessionnaire OGF, 1431 crémations.

Dans ces crématoriums, le tarif est garanti et contrôlé dans le cadre du contrat de service public. Toutes les entreprises de pompes funèbres habilitées peuvent accéder aux services de l'équipement, ils disposent d'une ou plusieurs salles de cérémonie, la famille peut y célébrer une cérémonie civile ou religieuse. La législation permet aux familles de laisser l'urne un an au crématorium, dont un mois gratuitement, le temps de décider du lieu de destination des cendres. Des temps de mémoire organisés chaque année à la période de la Toussaint, et en juin pour les tout-petits, à Champigny-sur-Marne, ces cérémonies proposent aux familles qui ont perdu un proche dans l'année et ont choisi la crémation un moment privilégié de recueillement civil et collectif.

Le SIFUREP met à disposition des villes adhérentes son expertise dans le domaine juridique, il peut répondre à toute question adressée par mail portant sur la législation

funéraire, ainsi que sur l'exécution de contrats de délégation des services publics. Un support d'information, donc un guide d'obsèques, est mis à disposition, vous l'avez vu donc dans la délibération.

Le SIFUREP met aussi à disposition la centrale d'achat pour aider les collectivités dans la gestion des cimetières. Le SIFUREP a créé en 2012 une centrale d'achat, en 2023, elle compte 72 adhérents, dont Choisy-le-Roi. Les villes peuvent adhérer au marché conclu par le SIFUREP afin d'assurer la gestion et l'entretien de leur cimetière dans un souci d'en maîtriser les coûts de gestion. À noter que la Ville de Choisy-le-Roi adhère au marché de reprises administratives des sépultures échues et abandonnées, ainsi qu'au marché de transport des corps avant mise en bière des personnes décédées de mort naturelle à leur domicile et non réclamées. Effectivement, en cas d'impossibilité d'identifier et de contacter immédiatement un proche du défunt, c'est la police municipale qui prend le relai au titre de l'article L2212-2 du Code relatif à la police administrative générale du maire visant à protéger l'ordre public, et notamment le bon ordre de sûreté, la sécurité, et la sécurité publique.

Pour 2025, le coût de l'adhésion s'élève à 982,87 euros, auxquels s'ajoutent 491 euros pour la souscription du marché.

Voilà, Monsieur le Maire, chers collègues, je vous avais dit que cela promettait, mais voilà, vous avez pris connaissance du rapport détaillé tel qu'il figure dans la délibération. À présent, il faut délibérer, nous devons l'acter.

**M. le Maire** : Voilà. Donc, s'il y a des interventions, oui, Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille** : Ce sera très court, mais c'est une question, peut-être que c'est quelque chose que la Ville de Choisy pourrait porter au sein du SIFUREP. La réalité aujourd'hui fait que les crémations augmentent en très grand nombre, pour des raisons financières essentiellement parce qu'une concession au cimetière, en plus après ce sont des choses à payer régulièrement, donc de plus en plus de familles font ce choix-là, peut-être pour d'autres considérations, en tout cas cela augmente. La réalité c'est qu'aujourd'hui notre région, je parle de la région, est sous-dotée en crématoriums, ce qui amène des délais d'attente pour les familles de 9 jours minimum et qui peuvent monter jusqu'à 15, 16 jours d'attente pour pouvoir procéder à la crémation et donc aux obsèques. Je trouve, je l'ai expérimenté récemment, c'est trop long pour une famille. Quand on passe les 10 jours, cela devient insupportable pour les proches. Je trouve que la mairie de Choisy pourrait peut-être suggérer le fait que le SIFUREP se penche sur l'idée de construire ou ouvrir de nouveaux crématoriums pour répondre à cette demande et pour essayer de mieux accompagner les habitantes et les habitants dans ces moments qui sont douloureux et qui n'ont pas besoin de durer plus que de raison.

Voilà, c'était plus une suggestion, peut-être, que Choisy peut faire au niveau du SIFUREP.

**M. Coelho** : Écoutez, je me charge de leur en faire part lors de nos comités. Mais vous savez, la construction d'un crématorium a son coût, actuellement le SIFUREP est en train de rénover déjà les existants. Les créations, il va sûrement y en avoir dans le futur, puisque c'est vrai, vous avez tout à fait raison, pour les familles c'est long d'attendre une dizaine de jours avant que les obsèques soient faites.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Guillaud-Bataille, de cette intervention. Vasco va porter effectivement cette demande, parce que c'est vrai, et dans l'avenir d'ailleurs cela va même supplanter, certains disent que dans les 50 ans il n'y aura plus que de la crémation, peut-être même que ce sera obligatoire. Donc il faudrait effectivement porter cette suggestion qui sera partagée par d'autres villes.

Il n'y a pas de vote, c'est un dont acte. S'il n'y a pas de suggestion, on va passer au point suivant.

*Délibération n 25 012 **PREND ACTE***

## **POLITIQUE DE LA VILLE**

### **→ Approbation de la charte locale d'insertion relative au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire :** Le point suivant, nous sommes de nouveau dans l'ordre, c'est le point 25 008. La parole est à Sabrina Fontaine qui l'a déjà prise, avec son voisin, et qui va nous présenter un point sur la politique de la ville.

**Mme Fontaine :** Dans le cadre du projet du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de Choisy-le-Roi, des mesures d'insertion professionnelle et d'accès à l'emploi des habitants sont prévues et reprennent les orientations fixées dans la nouvelle charte nationale d'insertion ANRU du 24 mars 2015.

Elles doivent s'inscrire dans une charte locale d'insertion, cette charte a été élaborée en concertation avec l'ensemble des signataires et partenaires qui seront associés au projet : la commune de Choisy-le-Roi, l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, les services de l'État, le Département du Val-de-Marne, Valophis, les partenaires de l'emploi et d'insertion.

Dans le cadre du NPRU de Choisy-le-Roi, l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre est chargé d'animer et de mettre en œuvre la charte locale d'insertion. Conformément aux orientations de la charte nationale ANRU, ce document définit les objectifs d'insertion, les publics visés, le dispositif de pilotage et d'information, ainsi que les engagements des différents acteurs.

La charte locale d'insertion NPRU de Choisy-le-Roi prévoit les objectifs suivants : réserver sur la totalité des travaux d'investissement au minimum 5 % des heures travaillées au public en difficulté d'accès à l'emploi visé par la clause ; réserver 10 % des embauches effectuées dans le cadre de la gestion urbaine de proximité ; réserver une partie des embauches liées à l'ingénierie des projets et des projets études au fonctionnement des équipements et aux actions d'accompagnement du projet des publics en difficulté dans la mesure du possible ; mettre en œuvre des actions de qualification, de préparation et d'information auprès des publics visés.

Les personnes éligibles à la clause sociale sont les jeunes, les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois), les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), les travailleurs en situation de handicap, difficulté d'emploi, les publics pris en charge dans le dispositif de l'insertion par l'activité économique (IAE), les publics en insertion professionnelle résidant dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV), et toute personne rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et/ou sociale.

L'EPT Grand Orly Seine Bièvre accompagnera également les maîtres d'ouvrage et entreprises en amont et pendant la réalisation des clauses d'insertion. Il sera également en responsabilité du bilan des heures réalisées, s'appuyant sur le cadre et les dispositifs existants. Sont mis en place un comité de pilotage, un comité technique, un comité de suivi des parcours.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la charte locale d'insertion du NPRU de Choisy-le-Roi et d'autoriser le Maire à la signer. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci, Madame Fontaine. Des interventions ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*Vote de la délibération n°25 013*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n 25 013 est adoptée à l'unanimité.*

## **DGST**

→ **Approbation de la convention de délégation de compétence pour l'organisation du service de transport local « Choisybus » avec Île de France Mobilités**

**M. le Maire :** Nous arrivons maintenant, je vais donner la parole... Pardon, je n'ai pas vu, excusez-moi, allez-y.

**M. Guillaud-Bataille :** C'est juste pour dire que pour les points 11 et 12 qui concernent Île-de-France Mobilités et la RATP, je vais quitter la salle, que l'on inscrive que je me suis bien déporté sur cette délibération, concernant le ChoisyBus, comme je me suis déporté d'ailleurs au conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités lors du vote.

**M. le Maire :** Absolument, Monsieur Bataille, c'est noté.

*M. Guillaud-Bataille quitte la salle.*

**M. le Maire** : Monsieur Bolle va nous présenter cette délibération concernant le Choisybus.

**M. Bolle-Dalliah** : Merci, Monsieur le Maire. De nouveau ce soir, je reviens vers vous vous parler du Choisybus, célèbre Choisybus, ligne historique de notre commune fortement appréciée à laquelle nous sommes tous attachés.

Je le sais, vous le savez aussi, elle fait l'objet de discussions et de remises en question parce qu'elle a vieilli, elle a vécu, et qu'elle n'était pas inscrite à l'origine dans les futurs schémas d'Île-de-France Mobilités sur les futures exploitations avec la perspective de l'ouverture à la concurrence qui s'est reportée à 2026. Cela fera l'objet de la prochaine délibération.

On avait annoncé de manière fréquente en Conseil avec les renouvellements des différentes conventions, des différents avenants que nous avons avec la RATP sur l'exploitation actuelle du Choisybus, que, sur 2025, nous souhaitons faire évoluer le service. Pour ceci, il faut que nous puissions en prendre la compétence, car nous ne l'avions pas, nous n'étions pas libres de nos choix sur le devenir de cette ligne.

C'est donc l'objet de cette délibération, c'est autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à passer avec Île-de-France Mobilités sachant que l'on a déjà eu leur accord d'une manière écrite, sinon on ne passerait pas cette convention, pour prendre la compétence du Choisybus, particulièrement cette ligne, et pouvoir exploiter le futur de cette ligne.

Je reprécise, puisque je sais que c'est une question qui peut être posée, les axes qui seront travaillés et sur lesquels nous irons chercher un prestataire pour fournir un service sont la desserte de la Prairie, de la gare RER et du quartier des Gondoles, qui sont les zones qui ont été identifiées comme des zones blanches sur notre commune, à savoir à plus de 300 m à pied d'un transport en commun moderne.

C'est ce que nous vous demandons de voter ce soir, merci à vous.

**M. le Maire** : Merci Monsieur Bolle. Des interventions ? Non. Je pense que c'est un beau travail, ce n'était pas gagné de sauver le Choisybus, donc merci de tout ce travail.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 014*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE EI Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK



Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (M. Guillaud-Bataille)

*La délibération n°25 014 est adoptée à l'unanimité.*

**→ Approbation de l'avenant n°14 relative à la convention d'exploitation du service urbain « Choisybus » avec la RATP**

**M. le Maire** : On poursuit avec le Choisybus, Monsieur Bolle.

**M. Bolle-Dalliah** : Merci, Monsieur le Maire. Je vais juste faire un petit complément que j'ai oublié sur la précédente délibération, l'objet de la convention est à signer jusqu'au 31 décembre 2033, donc court jusqu'en 2033.

L'actuelle délibération, la 12, c'est juste un correctif qui a été demandé par la RATP. Tout simplement, sur l'ancien avenant que nous avons voté en novembre 2024, nous avons porté la date du 31 décembre 2025 conforme au souhait de la collectivité de faire évoluer le Choisybus et c'est toujours notre cas, la RATP nous ayant, et Île-de-France Mobilités derrière, réexpliqué que l'ouverture à la concurrence n'intervenant qu'en 2026, ils demandent que sur la convention soit portée cette modification au 31 décembre 2026. Cela n'empêche pas que l'on reste maître aujourd'hui, avec la prise en compétence, de faire évoluer et de stopper la convention actuelle au moment où l'on sera opérationnel, l'objectif étant sur 2025, encore une fois.

Merci à vous.

**M. le Maire** : Merci. Des interventions ? C'est la suite. Des votes contre. Non. Abstentions ? C'est voté, merci.

*Vote de la délibération n°25 015*

Ont voté pour : 40

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 1 (M. Guillaud-Bataille)

*La délibération n°25 015 est adoptée à l'unanimité.*

#### → **Délégation de Service Public pour la gestion des parkings**

**M. le Maire** : Je redonne la parole à Madame Francisot pour la délégation de service public pour la gestion des parkings.

**Mme Francisot** : Merci, Monsieur le Maire. Je précise qu'il s'agit de la gestion des parkings couverts, donc des 5 parkings : Mairie, Marché, Jaurès, Orix et le Port. On en a déjà longuement débattu ici tout au long de la procédure, on arrive en fin de procédure, il est temps de choisir un candidat.

Deux candidats se sont proposés suite aux procédures légales, je ne vous relirai pas la notice. Il y avait Indigo et Effia. Il y a eu 3 critères de dégagés sur ces entretiens passés avec les deux prestataires ;

Un critère financier sur lequel on met à égalité les deux candidats. Suite à l'offre finale Indigo qui, au départ, demandait une offre un peu plus élevée en investissement, un coût de départ du moins plus élevé en investissement, ne nous demande rien financièrement. Après, il y a des pour et des contres des autres côtés, mais cela revient à peu près à la même chose au niveau des deux. On a un petit doute sur le rapport financier qu'ils nous ont donné comparé à Effia qui est resté droit dans ses bottes, donc avec Effia on est certain en fin de chaque année de pouvoir faire rentrer dans nos caisses au moins 15 000 euros sans toutefois, et je le précise, que nous gardons la maîtrise des tarifs, puisque les tarifs, comme toute DSP, seront votés ici en Conseil municipal. Il n'est donc pas question de faire évoluer la tarification à l'heure, la tarification des abonnements pourra être revue, mais dans la même considération que les autres tarifications municipales, ce qui n'a pas été fait depuis très longtemps.

Le 2e critère était la qualité de l'exploitation, et sur la qualité de l'exploitation, nous avons retenu Effia comme premier. Simplement, on a des procédures détaillées, on a des détails sur les maintenances qui sont beaucoup plus détaillés, une approche commerciale qui est beaucoup plus intéressante, nous semble-t-il, des logiciels de suivi consultables par la Ville

donc cela permet un échange assez intéressant entre la Ville et le délégataire, un échange dynamique, aussi.

Le 3e critère était sur la qualité des travaux. Il faut savoir que dans le DCE, nous avions émis quand même certains souhaits, et pour le coup, Effia respectait complètement ces travaux. Ils vont même un peu plus loin, me semble-t-il, sur le parking Mairie, en allant un peu plus loin que ce que nous avons demandé, en faisant la réfection complète des sols, etc., ce qui est pas mal.

En conclusion, on avait une offre d'Effia qui paraissait plus complète, plus aboutie, plus personnalisée, une gestion de plus de proximité. C'est pour cela que nous avons choisi Effia.

Il y a un coût d'entrée dans cette délégation qui sera de 300 000 euros, mais que d'ici la fin de la délégation, dans 12 ans, nous devrions récupérer avec les redevances qu'ils nous verseront chaque année.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'en dire plus, merci.

**M. le Maire :** Merci, Madame Francisot, vous avez tout dit, c'est très clair. Nous y voyons des avantages, surtout que le Choisyen, la Choisyenne ne paiera pas plus cher, à 1 % près que ce qu'il paie actuellement, avec des parkings rénovés, propres, gardiennés 24/24, ce qu'il nous était impossible de faire. Surtout, de toute façon, la loi nous interdisait de continuer à subventionner les parkings puisque c'est interdit.

Madame Gaulier veut intervenir.

**Mme Gaulier :** Bonsoir. Je voulais juste apporter une précision parce que j'ai trouvé particulièrement agaçant de lire dans certains documents, des tracts, qu'il y avait une privatisation des parkings. Je pense que c'est important de dire qu'il s'agit d'une délégation de service public, comme il en existe par exemple pour la crèche Tony Lainé et qu'en aucun cas ce n'est une privatisation. Une privatisation, c'est une vente, c'est une cession, là ce n'est absolument pas le cas. Je tenais à le préciser parce que je pense que certaines personnes entretiennent une certaine confusion.

**M. le Maire :** Donc le débat va se porter sur l'acceptation de cette délégation qui est la bienvenue, on rejoint beaucoup d'autres villes qui sont dans ce cas. Le débat est ouvert, y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Je le dis, on va voter contre cette délibération, pas par refus, on va dire idéologique des DSP, voilà, cela peut exister, cela peut avoir son utilité.

Pour autant, en l'occurrence, ce qui nous gêne dans cette délibération et dans ce choix qui est fait c'est que, au final, sur cette question du stationnement à Choisy, vous procédez, Monsieur le Maire, par petite touche. Au dernier Conseil municipal on a regardé, on va dire, des aménagements afin d'aider les commerçants sur le stationnement de surface, là on regarde, je suis désolé Madame Gaulier cela va vous agacer, mais la privatisation de l'exploitation des parkings, c'est comme cela, c'est un choix qui peut être fait, encore une fois ce n'est pas une posture idéologique, après que ce n'est pas une privatisation parce que l'on ne vend pas le bien, c'est votre vision de la privatisation. Moi, je dis privatisation de l'exploitation des parkings et cela c'est une réalité. Bref, on ne va pas s'étendre là-dessus.

Ce qui nous manque, nous, c'est une réflexion globale. Or, Choisy-le-Roi s'apprête, a déjà commencé un peu, mais s'apprête à vivre une petite révolution domestique. On a eu le tramway, il y a la ligne 14 dont on sait qu'elle a déjà commencé à peser un peu sur le TVM, demain la ligne 15 sud demain, enfin après-demain plutôt, le T Zen 5. Or, il nous semble que cela fait de Choisy-le-Roi une cible particulière pour un phénomène qui se retrouve partout où il y a des terminus de métro, ou alors où l'on n'est pas trop loin de certains terminus de métro, c'est ce phénomène de devenir un parking à ciel ouvert pour des gens qui arrivent de plus loin en voiture, et qui viennent faire des voitures « ventouses » toute la journée pour se rapprocher des transports. On y est un peu sujet déjà du fait des deux gares RER, mais cela va être, je crois, démultiplié par l'arrivée de la ligne 15 aux Ardoines.

Il faudrait, je crois, avoir un grand débat et avoir lancé un grand débat dans notre ville sur comment, demain, nous serons en capacité de permettre aux Choisyens de trouver des places de stationnement dans la ville en journée, alors que nous allons avoir très probablement affaire à une très forte augmentation du nombre de véhicules venant, notamment, de l'Essonne. Ce n'est pas pour pointer du doigt les Essonnais, mais c'est les plus proches, c'est ceux qui vont le plus naturellement venir. Je sais que les communes qui se situent autour de l'aéroport d'Orly depuis l'ouverture de la ligne 14 et de la station de métro de ligne 14 à Orly vivent un enfer, j'en discutais avec le maire de Rungis il y a une semaine qui, là, doit prendre des mesures maintenant en urgence parce que sa ville voit s'accumuler des voitures qui viennent se garer pour prendre la ligne 14.

Tout cela nous fait dire que ce qu'il aurait fallu c'est avoir une grande réflexion, y compris citoyenne, sur comment allons-nous gérer, absorber, affronter, cette modification objective de l'utilisation de notre ville par d'autres. Or là, on fait les parkings, très bien, mais il nous semble qu'il aurait fallu entamer les choses, y compris d'ailleurs parce que peut-être que l'on aurait trouvé une DSP plus dynamique et plus intéressante pour notre commune en ayant une réflexion vraiment globale et une réflexion qui protège les Choisyens des envolés de prix.

Enfin, une question. Cela c'est pour vous expliquer notre vision sur les choses. Une question, parce que Madame Francisco nous dit que l'on garde la maîtrise des prix. Quand on lit les conditions de la DSP, en gros c'est le délégataire qui, 30 jours avant l'application des nouveaux tarifs, doit nous faire une proposition de nouveaux tarifs, après ce n'est pas écrit expressément dans la DSP que ces nouveaux tarifs doivent être acceptés par la Ville, il n'est pas inscrit dans la DSP qu'ils seront acceptés par voie de vote au Conseil municipal. J'entends l'affirmation de Madame Francisot, mais cela n'est pas écrit noir sur blanc dans le document de délégation, ce qui en tout cas, nous, nous pose question. Si c'est un engagement que vous prenez, mais qui n'est pas écrit noir sur blanc dans la délégation de service public et donc de fait, en fait, ils nous avertissent 30 jours avant et puis voilà, y compris parce que ce délai de 30 jours avant, il n'est pas dit que nous ayons un Conseil municipal dans les temps avant l'application des tarifs.

Le 2e point qui nous interroge c'est que, de fait, si la lettre en tout cas de la délégation de service public est respectée, oui nous perdons pour un bout la main sur les tarifs puisqu'ils sont en capacité, s'ils nous en ont avertis 30 jours avant et que le Conseil municipal ou le Maire n'a pas refusé la nouvelle grille, alors elle s'applique. En tout cas, c'est comme cela qu'est rédigée la délégation, ce qui nous interroge beaucoup.

**M. le Maire** : Non, mais c'est écrit, Monsieur Guillaud-Bataille. Madame Francisot va vous répondre.

**Mme Francisot** : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Sur le premier point, la Ville passe notamment une DSP suite au passage de la Cour des comptes qui disait qu'un service public industriel et commercial ne pouvait pas être financé par une subvention annuelle, cette subvention devait rester exceptionnelle, c'est le point.

Deuxième point, les tarifs horaires et abonnements ne peuvent évoluer qu'après un vote au Conseil municipal, comme c'est le cas pour la DSP des crèches que vous avez faite avant nous. Ils ne peuvent évoluer que dans ce cadre-là, et cela, c'est la loi qui le dit, donc nous avons une totale maîtrise. Je vois l'article 23, ici on me notifie l'article 23 de la DSP : les tarifs horaires et abonnements évolueront selon la grille tarifaire figurant en annexe, établie par le Conseil municipal. Seul le Conseil municipal peut décider des tarifs. Eux, ils sont là uniquement pour l'exploitation.

Vous parliez de privé, pour le coup, le délégataire que nous avons choisi est une filiale de la SNCF, donc voilà.

**M. le Maire** : Si je peux ajouter, c'est bien écrit, Monsieur Guillaud-Bataille, soyez vigilant. Je ne vous le reproche pas. C'est bien écrit, on fait attention.

En plus, vous doutez du fait que cela reste un service public, c'est un service public, sinon cela ne s'appellerait pas comme cela. Cela s'appelle délégation de service public, comme pour les marchés. Écoutez, les maires qui m'ont présenté à Choisy-le-Roi ont voté une délégation de service public pour le marché de bouche, ils ont voté une délégation de service public pour l'entretien de nos rues, ils ont voté une délégation de service public pour la crèche aux Gondoles, et cela se passe très bien. Comme son nom l'indique, sinon il faut trouver une autre appellation, délégation de service, cela reste un service public.

Nous avons la main dessus, nous déléguons ce service, et de toute façon comme l'a rappelé Madame Francisot nous n'avions pas le choix parce que si nous avions eu encore, et cela aurait été probable, de financer à hauteur comme on le fait depuis 10, 15 ans, 300 000 euros l'exploitation des services publics, là, pour le coup cela ne passait pas. Ils ont accepté de fermer les yeux, pas de fermer les yeux, ils nous ont laissés un an ou deux le temps de se retourner, mais cela était bien explicité dans le rapport de la Cour des comptes, et c'est bien pour cela qu'il n'y a pas de ville qui exploite directement ces permis.

Quant à votre réflexion sur une réflexion globale sur le stationnement de la ville, bien sûr que nous l'avons. Nous l'avons notamment avec les bailleurs sociaux, par exemple, parce que chez les bailleurs sociaux il y a des parkings qui ne sont pas utilisés, et notre première idée c'était de faire un loyer qui comprenne le parking. Or, c'est interdit par la loi, donc cette piste nous l'avons abandonnée puisque si dans le prix de la location le prix du parking était inclus, le locataire n'avait aucune raison de ne pas l'utiliser, mais comme là c'est facturé, malgré avec Valophis que l'on a baissé à 50 euros, voire peut-être plus, on va voir si l'on peut baisser à moins, vous l'avez dit tout à l'heure, les gens ne sont pas riches, s'ils économisent, ils économisent 50 €. Cette réflexion, nous l'avons, mais toutes les villes se heurtent, et moi je suis preneur de toute idée, sur le manque d'emplacement et effectivement des familles où il y a maintenant 2, 3 voitures que l'on retrouve sur la voie publique. Nous essayons aussi de dissuader, nous réfléchissons aussi, comme cela existe dans certaines villes, à des rues qui

soient réservées aux résidents pour éviter l'afflux de voitures des autres villes qui viennent se garer pour pouvoir prendre le RER C ou demain comme pour vous l'expliquiez, le tram et autres. Juridiquement, ce n'est pas évident, et je crois que c'est une des pistes qui peut éliminer notamment nos amis qui nous envahissent, et tout cela.

Il y a Monsieur Bolle qui veut aussi intervenir là-dessus, je lui donne la parole.

**M. Bolle-Dalliah :** Merci, Monsieur le Maire. C'est juste pour rappeler le petit chiffre, la petite précision qui nous mettra tous d'accord. Choisy-le-Roi, c'est 6 000 places de stationnement sur l'espace public en surface. C'est 14 à 15 000 véhicules jours qui dorment la nuit, déjà aujourd'hui. Effectivement, le delta vous explique la complexité.

C'est aussi une des raisons pour lesquelles nous avons renforcé nos équipes de police municipale et nos ASVP qui, aujourd'hui, font un travail énorme de repérage, de retrait, de véhicules « ventouses », ce qui n'avait pas été fait sur de précédentes mandatures. Ce sont des centaines de véhicules depuis la création de la police municipale qui ont été retirées, c'est autant de places de stationnement gagnées, parce que c'est une vraie réalité aujourd'hui au quotidien, bien sûr.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Bolle. Nous sommes très heureux d'avoir deux candidats qui ont répondu, parce que ce n'était pas évident, deux importants. Pour être sûr de l'efficacité du service rendu, on n'a pas choisi celui qui nous donnait l'impression de nous faire économiser de l'argent parce qu'il n'y avait pas de droit d'entrée. On a bien analysé les choses et l'on accepte de payer un droit d'entrée parce que celui qui nous demande cela nous présente de meilleures assurances sur la gestion qualitative et efficace de ces parkings.

Encore une fois, il n'y a pas à rougir de ce choix, ce choix a été fait pour différents services par mes prédécesseurs, et je ne les ai pas critiqués à l'époque. Que ce soit la DSP qui est passée pour la propreté pour une partie de la Ville, ou que ce soit la DSP pour la crèche Tony Laine, on a qu'à s'en réjouir, cela se passe très bien, il n'y a aucune raison que cela se passe mal. Si cela se passait mal, après tout, on verra bien, mais il faut bien lancer.

Cette première étape de délégation de service public des parkings vient justement après cette réflexion globale sur le stationnement. On commence par cela, on n'arrête pas notre réflexion que chacune et chacun d'entre vous peut enrichir, on est preneur. C'est toutes les villes, cela devient effectivement un souci premier, comme l'a dit Monsieur Bolle, déjà actuellement on est face, à moins d'interdire les voitures ou comme sur certains quartiers au Japon où la personne qui achète une voiture, si elle ne peut pas prouver qu'elle a un emplacement, un garage, ou un box, elle n'a pas le droit d'acheter de voiture. Peut-être qu'un jour on en arrivera là, mais ce n'est pas la commune qui peut le décider.

S'il n'y a pas d'autres interventions, est-ce que l'on peut passer au vote ? Y a-t-il des votes contre ? Très bien, y a 4 votes contre, non 5, pardon. Excusez-moi, 5 votes contre, il y a un pouvoir. Des abstentions ? Je n'en vois pas. Le reste, des votes pour. Pas d'abstention, 5 contre. Donc c'est voté à la majorité, merci.

Je pense que c'est une nouvelle voie pour Choisy-le-Roi, je pense quand même que cela va améliorer les choses ne serait-ce qu'au niveau de la propreté, parce que c'est très strict dans le contrat que nous passons avec eux, et de la sécurité. Nous pourrions tous ici autour de la



table juger sur pièces et nous ne manquerons pas de les rappeler à leurs responsabilités si cela ne se passait pas ainsi.

*Vote de la délibération n°25 016*

Ont voté pour : 36

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, Mme BENKAHLA Malika, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 5 (M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien.

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 016 est adoptée à la majorité.*

## **HABITAT**

**→ Approbation du protocole d'intervention entre l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, la commune de Choisy-le-Roi et la Société Foncière et Immobilière d'Action Logement et de l'Établissement Public Foncier d'Île de France (SIFAE) afin de lutter contre la dégradation du tissu pavillonnaire**

**M. le Maire :** Nous arrivons maintenant à l'habitat, et c'est avec grand plaisir que Monsieur Druart va nous présenter la délibération 017.

**M. Druart :** Oui, merci Monsieur le Maire. Bonsoir à tous et à toutes. Nous arrivons au dernier point de vote donc l'approbation du protocole d'intervention entre l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, la commune de Choisy-le-Roi, et la Société Foncière et Immobilière d'Action Logement et de l'Établissement Public Foncier d'Île-de-France, autrement dit SIFAE, pour lutter contre la dégradation du tissu pavillonnaire.

Comme je le disais lors du dernier Conseil municipal, nous ne sommes pas sans action pour lutter contre l'habitat indigne, notamment avec le SCHS. Je vais vous présenter un nouvel outil. Nous avons un développement sur certains secteurs de la division de logements existants ou de la transformation en logement de différentes surfaces ne remplissant plus leurs fonctions d'origine. Ce phénomène est en accélération et est particulièrement préoccupant au tissu pavillonnaire lorsque les divisions sont réalisées dans des conditions ne répondant pas aux critères de décence de l'habitat. Notre Ville, depuis plusieurs années, a une démarche de lutte contre l'habitat insalubre. Elle est dotée du service SCHS, service

communal d'hygiène et de santé, qui s'est renforcé ces dernières années par le recrutement d'inspecteurs qui sont très efficaces, j'ai pu m'en rendre compte personnellement, qui suit les dossiers, parfois il y a aussi des mutations il faut changer de logement, etc.

Le SIFAE, société à actions simplifiée, qui dépend de la Région, enfin de l'EPT Île-de-France, constituée en 2021 et dont l'enveloppe est à peu près de 20 millions d'euros pour 2024, lutte, aide à lutter contre l'habitat indigne dans les collectivités. Elle met en œuvre des opérations de traitement de zones pavillonnaires dégradées, toujours les secteurs pavillonnaires comme vous pouvez l'entendre, en intégrant notamment la requalification de logements pavillonnaires du fait de problèmes de suroccupation, d'insalubrité, ou d'exploitation par des marchands de sommeil, par l'acquisition et la mise à disposition de fonciers bâtis ou non, pour la production de logements abordables, location sociale ou intermédiaire, d'accession sociale à la propriété, ou actions libres, au choix de la municipalité.

Le constat actuel sur la Ville, nous avons à peu près 16 % de logements de type maison individuelle, dont 6 à 8 % de logements indignes. À comparer, les résidences indignes représentent 3,6 % à l'échelle du département. En 2022, le SCHS a fait 442 déclarations d'intention d'aliéner comptabilisées, dont 111 déclarations d'intention d'aliéner, excusez-moi pour l'acronyme, ou DIA, concernant la vente d'un pavillon, soit 18 %, 28 DIA supplémentaires étant relatives à la mutation des dépendances (annexes, box, places de parking) 65 %, alors imaginez des personnes dormant dans un box. Je pense que l'on a tous un exemple en tête.

Conscients de l'enjeu que représente le tissu pavillonnaire, l'EPT, la commune et le SIFAE, s'engagent dans une démarche partenariale à travers un protocole d'intervention de l'habitat indigne pour œuvrer à l'acquisition d'un bâti potentiellement déjà identifié par la commune comme un habitat indigne. Sera privilégiée, bien sûr, l'acquisition de logements libres de toute occupation déjà divisés ou non ; en cas de logement occupé, l'acquisition pourra être envisagée avec l'accord des partenaires du présent protocole après un diagnostic social de la situation de l'occupant et dans le cadre d'une mobilisation de tous les partenaires concernés par les solutions de relogement à privilégier.

Nous allons rejoindre, si vous le voulez bien, les villes d'Ivry et Valenton qui ont été les précurseurs de ce dispositif, de cet outil mis à notre disposition, un outil innovant qui nous permettra de lutter contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil.

La Ville mène une action de veille via le service communal d'hygiène et de santé et de suivi de DIA, toujours le SCHS. Si l'acquisition à l'amiable par le SIFAE est privilégiée, la Ville pourra néanmoins utiliser par opportunité son droit de préemption urbain au motif de lutte contre l'habitat indigne, après échange sur l'intérêt d'intervenir en révision de prix ou non, selon l'étude de faisabilité. Par la suite le SIFAE confirme à la Ville son engagement à acquérir le bien à un prix permettant la sortie du projet, et en visant à ce que, pour la Ville, l'opération soit quasi nulle ainsi que le portage foncier.

Cette convention a une durée de 2 ans tacitement reconductible pour un maximum de 6 ans comme je disais, il cible les pavillons, les petits collectifs en mono propriété.

Je tenais, cela se voit que c'est la fin du Conseil, j'ai la gorge sèche, je tenais à remercier les services SCHS et Habitat pour le travail mené pour établir ce partenariat qui a été de longue

haleine, un petit peu plus d'un an. Ce n'est pas du jour au lendemain que cela se fait, je tenais à le préciser, et je vous demande de voter favorablement la convention ainsi présentée.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Druart. Très bien. On est content de vous présenter cette délibération qui complète le plafonnement des loyers que nous avons voté ici, une fois n'est pas coutume, on prend exemple sur nos collègues d'Ivry et de Valenton, et cela se fait donc bien sûr avec le Territoire d'Orly Seine Bièvre.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

**M. Guillaud-Bataille :** Cela va être très court, je vais juste formuler un vœu, c'est que dès que c'est en place, ce serait bien qu'ils interviennent directement au 95 avenue de Villeneuve-Saint-Georges dont j'ai déjà parlé ici, des travaux qui sont en train de devenir une décharge à ciel ouvert, maintenant on y voit des frigos qui sont balancés là, des matelas... Je l'ai déjà signalé ici, cela devient vraiment, vraiment problématique. Il y a de temps en temps des gens qui viennent percer des trous, mais enfin cela a l'air d'être au petit bonheur la chance. On ne sait toujours pas ce qu'ils veulent faire ici, il n'y a toujours pas de panneaux expliquant la destination de ces travaux.

C'est vraiment problématique d'avoir un espace comme cela, qui en plus est dans un endroit de passage du quartier des Gondoles qui est très important, c'est l'arrêt de bus Ducloux où il y a tous les mêmes qui descendent. Enfin, voilà, là on a une grosse verrue.

J'ose espérer et l'on se félicite évidemment de cette convention, et pas parce que c'est inspiré par Ivry-sur-Seine, ne nous faites pas dire ce que l'on n'a pas dit, mais on a le droit de se faire des clins d'œil, mais enfin il y a vraiment une action à mener aux Gondoles sud, c'est dit dans la délibération, et très rapidement parce qu'il y a des choses qui se passent de plus en plus.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Guillaud-Bataille. Écoutez, c'est vrai que vous avez parlé de cela et je pense que l'on était passé quand même, mais je demande à François si tu peux noter l'adresse, et que l'on puisse faire une enquête et voir ce qui se passe.

**M. Guillaud-Bataille :** Monsieur le Maire, vous avez agi, les services ont agi, j'ai vu des agents de la Ville qui faisaient des photos, qui faisaient des relevés, j'ai vu les enquêteurs du service. Je ne dis pas que vous ne faites rien, je dis juste que si cela peut en remettre une couche, c'est bien.

**M. le Maire :** Non, mais à un moment, il faut que cela s'arrête. On va voir juridiquement comment on peut stopper cela, parce que c'est infernal. OK. Cela me rassure parce que j'avais signalé, il me semblait bien que l'on avait... Très bien, s'il n'y a pas d'autres interventions, si l'on peut voter.

Oui, on a aussi des caméras mobiles que l'on met en plus de nos caméras, on a une caméra mobile, ce qui nous a permis de choper quelqu'un, qu'on pourra peut-être installer devant pour voir exactement. Oui, c'est une suggestion que l'on pourra faire, tout à fait.

Si l'on peut passer au vote, je ne vois pas d'autres interventions. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*Vote de la délibération n°25 017*

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, M. ID ELOUALI Ali, Mme OSTERMEYER Sushma, M.COELHO Vasco, Mme LORES Monique, M.DRUART Frédéric, Mme FRANCISOT Amandine, M.CHALBI Yacin, M.MARQUES Henrique, Mme HACHE Bénédicte, Mme LANTERNIER Lucie, Mme FONTAINE Sabrina, M. SAYADI Walid, Mme GAULIER Danièle, M. THIAM Moustapha, Mme SASU Hancès, M. GARROUT Karim, Mme ALIROL Béatrice, Mme COHEN Rachel, Mme DIMNET Jocelyne, M. POUDY Franklin, M. CHIRANE EI Arbi, M. BANCE Stéphane, Mme FADLI Hafida, M. OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, Mme BEZACE Mathilde, M. BOLLE-DALLIAH Kristian, M. BOURVEN Julien, M. SOMSOUK Billy, M. DESROCHES Damien, Mme FOURNIER Laura, Mme DESPRES Catherine, M. AOUMMIS Hassan, M. BALIAS Thierry, Mme FOURNIAUD Martine, M. ESSONE MENGE Terence, Mme BENKAHLA Malika, M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien, M. HUTIN Sébastien, Mme LEMOINE Nathalie.

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

N'ont pas pris part au vote : 0

*La délibération n°25 017 est adoptée à l'unanimité.*

## **ADMINISTRATION GENERALE**

### **→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

**M. le Maire :** Le dernier point, c'est l'analyse des fameuses décisions, si vous avez des questions sur une de ces décisions, sinon, merci de cet excellent Conseil, très bonne soirée à vous, à bientôt.

*Délibération 25 018 **PREND ACTE***

*La séance est levée à 22 h 40.*